

# AGORA

MENSUEL LIBERTAIRE/JUIN 83/N° 17/12 F.

**OBJECTION:  
REFUSER  
LA MISE  
AU PAS !**



- La parade de l'extrême-droite
- La France et l'OTAN
- Prétoria raciste ! Prétoria boycott !

# MÉGAPHONE

## FÊTE LIBERTAIRE

**Samedi 25 juin, terrain de l'Université, à La Garde (Var) de 15 h à ...**

### Au programme :

Rock, chansons, jazz, théâtre, stands, expos, bouffe, buvette, crèche, etc. Participation 30 F.

Organisée par le Groupe Anarchiste de la région toulonnaise (FA) et le C.E.C.L.

Pour tout contact : Tél. (94) 87.31.44

Nous en profitons pour vous signaler, qu'AGORA est en vente à Toulon à :

Hall de la Presse  
Cercle Jean Rostand

## NON A LA SYMBOSE

Suite à la campagne pour l'abrogation du protocole d'accord Henu/Savary, le groupe du 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris de la Fédération Anarchiste vient d'éditer un badge reprenant le graphisme de l'affiche "NON à la symbiose Armée/Education". On peut se le procurer à la librairie du Monde Libertaire au 145, rue Amelot, 75011 Paris. Son prix est de 6 F.

## FESTIVAL DE LA CHANSON VIVANTE

A Estissac (Aube, RN 60, entre Troyes et Sens), les 11 et 12 juin : un week-end loin de l'avariété. Un festival de la découverte et de l'expression. Quinze groupes et chanteurs représentant les centaines d'artistes qui n'ont pas l'audience qu'ils mériteraient. Débats, projections sur les dessous du showbiz. Camping gratuit. Programmes et renseignements au (25) 21.73.97.

## COLLOQUE AUTOGESTION

Le CEREL (Centre d'Etudes et de recherche sur l'expression libre) va organiser, courant octobre 83, un colloque international sur l'autogestion. Ce colloque aura lieu à Carcassonne à une date qui reste encore à déterminer. L'hébergement sera prévu... Nous demandons à toutes les personnes ou organisations qui voudraient y participer de nous le faire savoir rapidement, vu les impératifs organisationnels. Ce colloque durera deux jours pleins et aura lieu une fin de semaine. Contacts au CEREL, 1, place du Presbytère, BP 49, 11300 Limoux Cedex.

## LA RELIGION NIE L'INDIVIDU

Le groupe libertaire de Versailles (BP 15, 78151 Le Chesnay) vient d'éditer une affiche (44 x 56) dénonçant la religion. Cette affiche est disponible au siège de la Fédération Anarchiste au prix de 5 F l'unité ou 0,70 F au-dessus de 10 exemplaires.

## ENCORE UNE FETE

Le groupe "Les Temps Modernes" de la Fédération Anarchiste organise un gala de soutien au "Monde Libertaire", le samedi 18 juin, salle Stella, quartier de Lambézellec à Brest. Au programme : des expositions (la presse libertaire au début du siècle, la Commune de Paris), des montages audio-visuels (Espagne 1936, Anarchisme et le film "Sacco et Vanzetti"), des débats (Militarisation de la Société, Doctrine sociale de l'Eglise, Liberté d'édition et d'expression, Propositions anarchistes), des tables de presse et des spectacles (Catherine Gaby, Yvon Barbeau, Gérard Delahaye). Pour tout contact : GEL, BP 728 Brest Pilier Rouge, 29277 Brest Cedex.

## DU CÔTÉ DES RÉÉDITIONS

La liaison Bas-Rhin de la Fédération Anarchiste vient d'éditer les deux ouvrages suivants :

— "La crise économique, le chômage, origines, conséquences, remèdes" de Sébastien Faure (14 F franco de port) ;

— "L'Etat, son rôle historique" de Pierre Kropotkine (18 F franco de port).

— Ces brochures sont disponibles à l'adresse suivante : Remon, BP 35, 67340 Ingwiller.

## FETE ANARCHISTE ANNUELLE A AMIENS

Les 25 et 26 juin aura lieu la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens (F.A.). Pendant ces deux journées se succéderont musique, films, débats, théâtre, jeux. Comme les années précédentes, cette fête se déroulera en plein air dans le parc du château de Montières. Tous les intéressés pour y participer peuvent nous contacter : G.A.A. n° 7, 80330 Longueau.

## AIDER LE CEREL

Le CEREL est une bibliothèque de prêt, un local et un lieu de travail ouvert, un atelier de reprographie, un atelier de sérigraphie, plus de 9 000 personnes qui ont participé à ses activités depuis six ans, des dizaines d'expositions, de débats, de films inédits, un service de diffusion d'ouvrages méconnus et de petites maisons d'édition, des archives inédites sur le monde ouvrier...

Durant l'année 82, le CEREL a eu à faire face à plusieurs procès. Si l'un, celui qui nous était intenté pour nous expulser des locaux, a été gagné, il nous a coûté beaucoup d'argent. L'autre, celui que nous intentons à la direction du théâtre de Carcassonne, est à la Cour de Cassation de Paris. Cela aussi nous coûte énormément d'argent. Or, le CEREL ne touche aucun centime de subvention, il n'existe que par ses adhérents et activités. Il est une des seules alternatives culturelles et politiques du département.

Pour les aider à tenir et à se développer : CEREL, 1 place du Presbytère, B.P. 49, 11300 Limoux Cedex.



**RADIO LIBERTAIRE,  
INTERDITE  
PAR LE POUVOIR,  
CONTINUE  
D'ÉMETTRE  
SUR 89,5 MHz**

**SUR PARIS ET PROCHE RÉGION**



# CIBLE

**PCF :**

**LE NAUFRAGE**

**ORGANISÉ**



Rien ne sera épargné aux dirigeants communistes : depuis l'expulsion des 47 "espions" soviétiques, jusqu'à l'austérité appliquée par ordonnances, en passant par les successifs échecs électoraux. On comprend que ça grogne à l'intérieur du parti. Un texte d'ailleurs circule réclamant des tribunes de discussion dans la presse communiste (vieille rengaine) et s'exprimant sur le thème "il faut rester au gouvernement, mais pas à n'importe quel prix. Compromis oui, mais pas de compromission". Ce courant de "soutien critique" au pouvoir de la gauche vient d'être carrément écarté par le Comité Central des 19 et 20 avril, au profit des tenants du "soutien actif" et du "bilan positif". Le Comité Central a même tranché en ce qui concerne les idées d'autonomie du parti par rapport au pouvoir : "les réflexions qui tournent autour de l'idée "il faut faire monter les enchères" ne correspondent ni à la réalité de l'opinion, ni à notre démarche fondamentale". Exit les quelques opposants, exit également les "131 propositions" de Marchais candidat présidentiel.

Mais il ne faut pas croire pour autant que le PCF a pu produire une nouvelle stratégie. Il est condamné à s'accrocher au pouvoir sans qu'il coulerait, purement et simplement. Il n'y a pas de stratégie de rechange : c'est soit la compromission, soit le naufrage, ou peut-être même les deux. Alors, on accepte tout, y compris une politique extérieure atlantiste contradictoire avec les options communistes. N'osant même pas s'attaquer à leur ennemi Delors, les communistes se font petits jusqu'à s'en faire oublier. La politique du "dos rond" fait qu'ils ne pèsent plus rien, en attendant de n'être plus rien.

D'autant plus que le C.C. a reconnu que le parti était en perte de vitesse "dans les entreprises, dans la jeunesse et dans la vie associative". On ne voit pas bien ce qui peut rester d'intact. Et, comme il faut quand même trouver un bouc émissaire, on n'hésite pas à accuser de léthargie les militants de base passablement ballottés, tout comme à la CGT on reproche aux ouvriers de manquer de dynamisme et de mobilisation. Et on ressort de vieilles idéologies schématisées : 170 000 familles françaises pilleraient le pays.

Ainsi coincé dans son agonie et contrairement aux espoirs de certains gauchistes, le PC ne virera pas à gauche de sitôt. Quant à ceux qui avaient naïvement parié sur les dissidents de "rencontres communistes", ils en sont pour leurs frais. En plus d'une activité purement électoraliste, Henri Fizbin, leur leader, s'est empressé d'applaudir le plan de rigueur socialiste. Décidément, il ne pousse plus rien d'intéressant dans les jardins communistes, et c'est ma foi, tant mieux.

## AGORA

Mensuel libertaire - n° 17 - juin 83

### RÉDACTION

**Directeur de la publication :** Solon Amoros.  
**Equipe de rédaction :** Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.

**Correspondance :** Agora, BP 1214, 31037 Toulouse Cedex.

**Permanence téléphonique :** les mardis et vendredis, de 18 h à 20 h au (61) 59.24.01.

Les permanences téléphoniques seront suspendues en juillet et août.

### TECHNIQUE

**Composition :** Scot Caractères  
16, impasse Bélou - 31200 Toulouse.  
Tél. (61) 23.96.75.

**Imprimerie :** Sacco  
10, rue Gazagne, 31300 Toulouse.  
Tél. (61) 42.03.30.

**Façonnage :** M.D.P.  
10 bis, rue des Teinturiers - 31000 Toulouse.  
Tél. (61) 42.12.48.

**Routage :** A.D.L.  
7 quai St-Pierre - 31000 Toulouse.  
Tél. (61) 21.14.06.

### ABONNEMENTS

**Prix au numéro :** 12 F

**Abonnement :** 6 mois - 6 numéros : 70 F  
(Etranger, Tom-Dom : 85 F.

Par avion : 105 F).

1 an - 10 numéros : 110 F

(Etranger, Tom-Dom : 130 F.

Par avion : 170 F)

De soutien : à partir de 150 F.

**Diffusion militante :** 5 exemplaires, 55 F  
10 exemplaires : 100 F

Pour tout versement : Agora  
CCP 3716 17 Y Toulouse

Commission Paritaire : 62 601

I.S.S.N. 0245 3630

Dépôt légal : juin 1983

Le poster central du numéro est en vente au prix unitaire de 5 F (à partir de 10 exemplaires : 3 F pièce), frais de port compris.

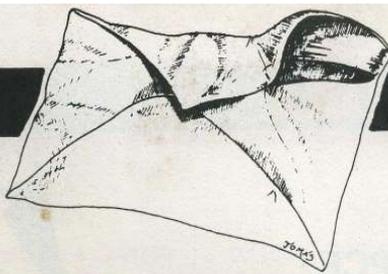


### Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Christian Foisnon, Solon Amoros, Michel Auvray, Tony Alvarez, Philippe, Claude Arrizzi, Geneviève Azam, Julien Dreux, Hervé Favreud, Violette Marcos, Patrick Bertrand, Juanito Marcos, Jean-Louis Nadar, Claude Ariso, Bisou Fruité, et les copains et copines de l'Atelier de façonnage M.D.P., de l'Imprimerie SACCO, de la Coopérative CARACTERES et du routage A.D.L.

A tous merci.

# BOITE POSTALE



## SOYEZ MORDANTS !

En ce qui concerne le mensuel, la mise en page devrait être plus aérée, les articles plus longs, car ils m'ont laissé une impression de "non-dit" faute de place, et il manque de couleurs.

Un vocabulaire plus mordant ne me déplairait pas non plus. A propos des dernières mesures gouvernementales, sans avoir écrit d'article, il me vient une idée de titre : "PS-PC : Déconnez français !"

Didier (Rennes)

## HOT-DOG

Ci-joint des sous pour mon réabonnement, et ce qui dépasse pour ce dont vous aurez besoin ; des guirlandes pour votre beau local tout neuf, ou de la peinture pour refaire les murs après le premier attentat (j'devrais pas écrire ça quand même !). Bon, chapeau, bravo, je ne vais pas redire ce que les autres vous écrivent aussi de partout.

Un souhait quand même : continuer à trouver dans AGORA un maximum d'articles sur les bagarres concernant le désarmement

nucléaire. C'est pas que ça soit particulièrement marrant, mais je ne perds pas de vue que si je veux me réabonner à AGORA quand je serai vieux et sénile (et sans pension de retraite si je continue à faire le con comme ça), faudra quand même qu'on ne soit pas tous transformés en hot-dog d'ici là.

Pierre (Castres)

## FOURRE-TOUT

Nous ne pouvons pas continuer à diffuser AGORA comme nous l'avons fait jusqu'ici. En effet, nous avons déjà beaucoup de difficultés à écouler notre propre journal COURANT ALTERNATIF et il nous est donc encore plus délicat de distribuer AGORA. Il est vrai que les orientations politiques générales d'AGORA nous gênent, compte tenu des options que nous avons choisies. Nous regrettons qu'AGORA devienne un "fourre-tout" du mouvement libertaire ou associatif comme l'étaient les journaux de contre-information qui existaient il y a quelques années et dont nous avons, ici même, une certaine expérience.

Les informations internationales présentaient un intérêt qu'il aurait peut-être été plus important de développer. Nous regrettons aussi la "pseudo absence de sectarisme" qui vous a toujours soigneusement fait éviter de parler ou de présenter le journal de l'O.C.L., COURANT ALTERNATIF. Il aurait été préférable d'annoncer dès le départ le projet qui correspond à ce type de démarche ; associatif, alternatif, syndicaliste... La situation actuelle nous impose pourtant d'autres choix et une autre réflexion.

OCL (Auxerre)

## ESPERANTO

Une petite proposition d'article. Je suis espérantiste et à l'étude de cette langue internationale, vieille d'un siècle, déjà utilisée en de nombreux domaines, je constate qu'elle pourrait être un bon outil pour le mouvement libertaire international. Les informations qui nous parviennent de l'étranger sont finalement rares et toujours nécessairement filtrées par ceux qui se chargent de la traduction. Les débats théoriques tournent en rond entre militants français avec leur histoire nationale qui devient finalement une entrave dans le débat. Un échange direct international serait important et ne sera possible qu'avec une langue commune, facile à apprendre, claire et précise. L'espéranto, mal connu dans nos milieux, pourrait être cet outil relationnel.

Yves (Hérouville)

## LA FRAICHEUR DES NOUVELLES

AGORA enfin mensuel ! Nous ne pouvons que nous en féliciter. Un grand débat s'est engagé entre les lecteurs dont la finalité est de savoir quels sont les buts que doit se donner notre nouveau mensuel, puisqu'il a maintenant les moyens financiers de déterminer ces buts : local, abonnés...

Ce qui me semble évident c'est que, si AGORA s'est donné une périodicité mensuelle, c'est sans doute pour pouvoir coller de plus près à l'actualité. Dans le cas contraire, la "bimestrialité" paraît largement suffisante. D'ailleurs l'ancienne formule avait pour effet justement de nous donner des nouvelles qui n'étaient pas de première fraîcheur.

La question de savoir si le côté information-actualité d'AGORA risque de lui faire perdre ses "caractéristiques libertaires" me semble être un faux problème. On a l'air de vouloir dire qu'une revue libertaire doit répondre à tel critère ou épouser telle formule : quelle absurdité ! C'est tout le contraire. Je crois que le principal intérêt d'une revue comme AGORA est cette ouverture vers d'autres lecteurs, au travers d'une analyse originale des faits de l'actualité (seule capable d'intéresser les gens qui ne sont pas "acquis à la cause") ; il est évident que si vous laissez de côté ce qui se passe dans le monde en dehors du mouvement, vous vous précipitez vers un nouvel enfermement qui conduira inévitablement à un passage de gueule lamentable.

Je ne fais partie d'aucun groupe, mais le mouvement libertaire est celui qui correspond le plus à mes idées sur certains points comme l'antimilitarisme intransigeant, la défense de toute forme de liberté, etc. C'est pour cela que je lis AGORA qui ne se réclame d'aucune organisation mais simplement d'une certaine idée de la société dans laquelle nous devrions vivre. Mon seul espoir est qu'AGORA continue dans la voie qu'elle s'est tracée et dans laquelle j'ai le sentiment d'être partie prenante pour une plus grande connaissance et reconnaissance des idées libertaires.

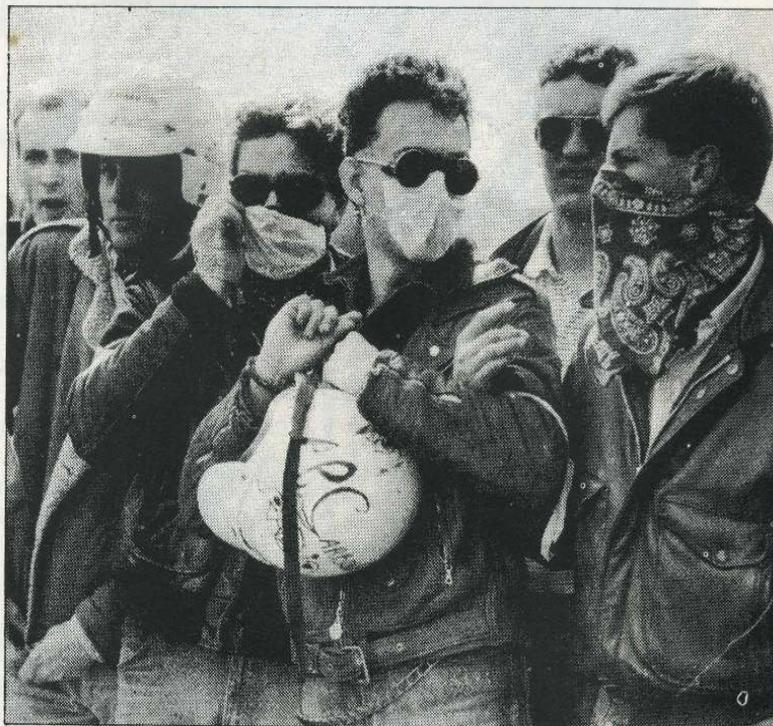
Guy (Pamiers)



Gruyer

FACHOS

## LA PARADE DE L'EXTRÊME DROITE



**ELECTIONS municipales sur fond de racisme et poussée du Front National. Slogans racistes aux manifestations étudiantes débordées par le PFN. Assisterions-nous à une remontée de la peste brune ?**

DEPUIS le 10 mai, la droite tente de resserrer les rangs et de lancer ses troupes à la rue. En l'absence d'un projet politique crédible dans l'opposition, les mobilisations restent strictement corporatistes, saucissonnées, s'enlisant dans un néo-poujadisme que l'extrême-droite voudrait bien capitaliser. Pour ce faire, elle révèle un regain d'activité auquel il fallait bien s'attendre. Mais on a la fâcheuse habitude de tout englober sous le nom de "fachos" sans savoir (ou vouloir) en discerner convergences et divergences.

### UN PEU D'HISTOIRE

CES derniers temps, nous avons beaucoup entendu parler du Front National et du PFN, le premier à propos des élections municipales surtout, le second au sujet des grèves étudiantes essentiellement. S'il ne faut pas négliger les autres (très nombreux) groupes qu'il faudra bien un jour cerner de plus près, il est indéniable que ce sont là les deux principales formations en France aujourd'hui. C'est du moins le cas en ce qui concerne leurs effectifs car pour ce qui est de l'influence il faudrait d'abord parler de la nouvelle droite...

Le Front National revendiquait à l'automne 82 quelque 15 000 adhérents et le Parti des Forces Nouvelles environ la moitié. Certes, les chiffres sont gonflés mais ils témoignent de ce que pourrait entraîner une fusion, pour l'heure totalement impossible fort heureusement. Mais d'où viennent ces organisations et quelles sont leurs divergences ?

C'est au Congrès de feu-Ordre Nouveau de juin 70 que fut prise la décision de créer une structure frontiste regroupant organisations, groupuscules, personnalités et isolés en un même "front national". C'était l'époque où l'on rêvait de créer en France un vaste mouvement du type MSI italien et l'emblème du FN en garde l'empreinte : la flamme tricolore dont seules les couleurs ont changé. On y trouvera de tout, comme à la Samaritaine : Brigneau du torchon Minute, Le Pen ex-député poujadiste, Holeindre ex-OAS, Clémenti ex-fondateur de la LVF, Jeantet ancien de "Je suis partout", Juhel et Pujo pour les royalistes héritiers de la maurassienne Action Française...

Mais ce joli patchwork devait rapidement éclater. Les royalistes qui reprochaient à ON son activisme se retirèrent. Les "durs" d'ON lui reprochant son "frontisme" allaient créer leur propre organisa-

tion (le GAJ, devenu MNR en 79). Enfin, Le Pen tendait à magouiller pour rester seul maître à bord. Dissous en juin 73, ON devra attendre plusieurs mois au sein du Front National avant de reconstituer une structure. Ce sera chose faite en novembre 74 avec la création du PFN. Pour contrer ce concurrent et sa branche-jeunes (Front de la Jeunesse), Le Pen va lancer son Front National de la Jeunesse... Mais en fait tout les divisait. Le Front National recrute surtout dans les 40-60 ans, parfois en milieu populaire, souvent dans le "personnel de sécurité" et la petite bourgeoisie des travailleurs indépendants. Le PFN vise plutôt le créneau des 20-40 ans; lycéens, étudiants, jeunes cadres qu'il s'attache à attirer par un "look" moderniste et légaliste. Et puis, les présidentielles de 74 marquent la grande cassure. A un Front National faisant cavalier seul s'oppose un PFN soutenant Giscard dès le premier tour et lui prêtant ses services (d'ordre).

### FN/PFN : LE CHASSÉ-CROISÉ

TOUT au long du septennat Giscard, les dissensions se sont aggravées. Le PFN avait opté pour faire de l'entrisme à l'UDF d'abord, au RPR à partir de 77, au CNIP en 80. Le Pen ne cessait, quant à lui, de dénoncer les partis "régimistes" : l'UDF pour son "libéralisme avancé faisant le lit de la gauche" et le RPR pour son "gaullisme coupable d'avoir bradé l'Algérie française".

Après le 10 mai 81, les stratégies ont changé, opérant une sorte de chassé-croisé. Ainsi, lors de ses dernières Assises à Nice



en octobre 82, le Front National décidait d'axer sa campagne aux municipales sur le thème "immigrés-chômage-insécurité" mais surtout de proposer une alliance tactique aux formations de l'actuelle opposition. A contre-courant, au cours de son 5<sup>e</sup> congrès en novembre 82, le PFN tirait un bilan désastreux de son "entrisme pour droitiser les partis libéraux". Il accordait de renouer avec ses bonnes vieilles méthodes bien moins modernistes et nettement plus musclées qu'il avait jusqu'à présent fait jouer par le Front de la Jeunesse et le GUD. Pour l'heure, la nouvelle stratégie du Front National a porté ses fruits.

**LE RACISME : UN "TRUC" QUI MARCHE**

**L**ANCÉ dans les municipales sur une campagne raciste et xénophobe que la droite a également su utiliser, le Front National a remporté 120 sièges (contre 30 au PFN) et fait des scores inquiétants à Paris-20<sup>e</sup> et à Dreux. Dans cette dernière ville, une alliance avec le RPR a bien failli arracher la mairie au PS. Certes, les instances nationales du RPR ont critiqué cette "alliance contre-nature" et Chirac a refusé, à Paris, de s'allier à Le Pen. Mais ce n'était que pour mieux soigner son image de marque, Chirac s'attachant à apparaître comme un opposant sérieux et crédible, la future solution de rechange face aux "socialo-communistes". Car comme devait l'avouer Le Pen à la télé : « *Le RPR utilise les mêmes arguments que nous à propos de l'immigration, mais personne ne le dit* ». La suite des événements devait, en effet, le confirmer. La gauche aussi, d'ailleurs, qui avait ouvert le feu en accusant les travailleurs immigrés en grève dans l'automobile d'être manipulés par "l'intégrisme religieux" par la voix de Mauroy. Ou encore celle de Defferre amalgamant l'été dernier "étrangers et terroristes". Un Defferre qui, mis en difficulté aux municipales à Marseille, envisageait une union au second tour avec la liste "Marseille-sécurité" qu'un veto des instances nationales du PS rendit impossible en dernière minute...

La montée du racisme fut confirmée par la suite, au cours du mouvement de grève des étudiants en droit. Le slogan lancé par



les fascistes lors du débordement de la manif du 27 avril à l'encontre des CRS résonne encore dans nos oreilles. A ce "CRS gauchistes, allez vous occuper des bougnoules à Aulnay" devait répondre celui lancé le 5 mai à la manif de la CGPME : "CRS rentre chez toi, ta femme se fait enculer par un bougnoule". Et puis, il y eut les propos tenus par un député UDF à l'Assemblée dénonçant "ce régime qui fait matraquer les étudiants" et appelant les CRS "à charger à Renault ou à Citroën".

**REVOILA LES GROS BRAS**

**L**ES choses semblent se passer moins bien pour le PFN, investi à fond dans la grève des facs de droit où, s'il est certes implanté, les groupes concurrents ne manquent pas, à commencer par Assas qui abrite également (entre autres) le Front des Etudiants Nationalistes, branche étudiante du MNR de Malliarakis. Et puis, surtout, le PFN doit se frayer une place au milieu des syndicats étudiants de l'opposition : la CNEF (divers droites), le CELF (giscardien) et l'UNI.

L'Union nationale inter-universitaire fut créée en 69 par le SAC, tout à fait artificiellement, et a souvent servi de "couverture modérée" à des tentatives d'implantation de l'extrême droite. Vouée à ses débuts, en droite ligne des occupations barbouzardes du SAC, à provoquer et ficher les étudiants de gauche et d'extrême-gauche, cette organisation se déclarant sans rire "apolitique et

antimarxiste" (!) semble aujourd'hui vouloir ressembler à un "vrai" syndicat. C'est elle qui encadre les étudiants, avec le secours-concurrence du CELF et joue la carte chiraquienne dans le mouvement : appels au calme, service d'ordre pour contrôler les fascistes, etc.

Visiblement marginalisé de la direction politique du mouvement, le PFN-GUD en est réduit à jouer les gros bras et à être de tous les débordements violents en fin de manifs où il retrouve des militants du MNR ainsi que beaucoup d'inorganisés, et à l'occasion quelques royalistes. Tout ce beau monde s'est donc retrouvé le 8 mai, jour de la "fête de Jeanne-d'Arc" dans le cortège qu'organise annuellement Restauration Nationale (royaliste) avec d'autres organisations d'extrême-droite et catholiques intégristes. Ils étaient environ 3 000. Mais la nouveauté fut, ce jour-là, le cortège à part organisé par le Front National et qui rassembla à lui tout seul 1 000 personnes.

Dire que seul le Front National a le vent en poupe serait toutefois aller un peu vite en besogne. Il n'est pas douteux que l'extrême-droite en général profite tant des mobilisations corporatistes-professionnelles que de la grève étudiante, et le PFN pourrait être le principal gagnant dans les facs de droit, à terme. Le responsable du PFN en région lyonnaise déclarait le 5 mai : « *Les modérés ont lancé le mouvement, mais la récupération nous appartient. Au travers de cette grève, nous voyons des gens se révéler, ce sera à nous après de savoir les contacter* ».

Rendez-vous doit donc être pris à la rentrée. Ne doutons pas que droite et extrême-droite préparent activement l'automne prochain. Espérons qu'il en sera de même au sein du mouvement ouvrier...

Julien Dreux



**RAVALEMENT  
DE STATUT**

**L'OBJECTION**

**PRISE EN OTAGE**

**T**ISSU de mesures dissuasives, vexatoires et discriminatoires, le statut des objecteurs promulgué le 21 décembre 1963 a vécu. Non moins répressif, celui qui lui succède est, avant même d'être définitivement adopté, dénoncé par les intéressés comme inacceptable. Le changement vanté du temps des campagnes électorales a décidément un goût de réchauffé.



### L'ÉGALITÉ, SAUCE SOCIALISTE

La réforme du statut des objecteurs s'inscrit dans le cadre de toute une série de mesures modifiant le code du service national. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles ne vont guère dans le sens d'un respect des libertés ni dans celui d'une plus grande égalité. Le projet de loi déposé le 8 avril à l'Assemblée prévoit en effet :

- L'augmentation du nombre de gendarmes auxiliaires, qui peut être porté jusqu'à 15 % des effectifs de la gendarmerie.
- La suppression du caractère expérimental du service militaire féminin volontaire, les femmes pouvant désormais avoir accès aux différentes formes du service national.
- La réduction du temps de service des appelés médecins, ramené de 16 à 12 mois (pour rappel : les coopérants sont tenus d'effectuer 16 mois et les objecteurs 24 !).
- La création d'un service "différencié", avec l'instauration d'un volontariat pour un service allongé de 4 à 24 mois (et donc un régime des soldes et permissions plus inégalitaire encore).
- Enfin, la possibilité d'appeler les conscrits dès l'âge de 18 ans (ce que n'avait pu réussir Debré) et celle de pouvoir dispenser de l'obligation les jeunes "créateurs d'entreprises" (!), toutes dispositions visant, selon "l'exposé des motifs" du texte législatif, à "insérer le temps du service militaire national actif dans le dispositif de lutte contre le chômage" (sic). Chômeur ou patron, il faut choisir, n'est-ce pas ? C'est en tout cas ce qu'a fait le gouvernement "socialiste".

**C**INQUANTE ans après qu'un député socialiste, Georges Richard, ait déposé, en 1931, la toute première proposition de loi, la reconnaissance du droit fondamental à l'objection est toujours bafouée. Compromis insupportable pour les uns, "brèche ouverte dans les remparts du militarisme" pour les autres, le statut des objecteurs voté au sortir de la guerre d'Algérie n'a cessé, vingt ans durant, d'être la cause de multiples luttes : c'est par la lutte qu'ils avaient obtenu de ne plus dépendre des tribunaux militaires, par la lutte qu'ils avaient obtenu, pour un temps, le choix de l'affectation et l'acceptation des demandes rédigées en termes semblables. C'est encore et toujours par la lutte que des milliers d'objecteurs avaient, depuis 1972, répondu par l'insoumission à la militarisation du service civil, sous la pression de leurs actions spectaculaires et déterminées que des dirigeants socialistes

avaient été amenés à prendre position et même à déposer, en 1979, une nouvelle proposition de loi.

### SOUS LA ROSE, LES ÉPINES

**P**OUR la plupart sans illusions sur la portée des changements issus des urnes, les objecteurs avaient toutefois accueilli avec soulagement le départ de la droite. L'amnistie avait beau être fort restreinte et la réforme promise reportée de session parlementaire en session parlementaire, l'attentisme fut de mise pendant 18 mois. L'absence de répression et la mise en appel différé des objecteurs refusés y contribuaient, comme y contribuaient la diversification des affectations et la stratégie de "concertation" d'une partie du mouvement.

Le fameux "état de grâce" s'éclipsant, réapparut au grand jour l'Etat. Et la répression dont il sait faire preuve à l'égard de ceux qui contestent son autorité. L'accalmie n'a été que de courte durée : depuis novembre 1982, les dirigeants socialistes, qui n'en sont décidément pas à une contradiction près, font traduire devant leurs tribunaux ceux-là même qui bénéficiaient il y a peu de leur soutien, aussi formel fût-il. Absurde, la répression dont sont l'objet des dizaines d'objecteurs insoumis est même plus dure qu'autrefois : plusieurs peines d'emprisonnement ferme (1, 3, 6 et même 18 mois, ce qui ne s'était jamais vu) sont prononcées en première instance par des tribunaux civils, bien plus discrets mais non moins efficaces que ne l'étaient les tribunaux d'exception.

## UNE LOI INACCEPTABLE

**N**UL doute que, tenants d'une tolérance humaniste, des responsables socialistes aient ambitionné de parvenir, à l'instar des socio-démocrates allemands autrefois, à une "neutralisation bienveillante" des objecteurs. Les partisans de la fermeté l'ont pourtant emporté sans difficulté. Au sein du gouvernement tout au moins, à considérer le projet de loi adopté par le conseil des ministres le 6 avril. Le texte définitif ne nous est pas encore connu mais le projet présenté au Parlement est bien plus répressif que ne l'envisageaient les députés socialistes signataires de la proposition de loi déposée le 19 décembre 1979. Sur trois points fondamentaux (procédure de reconnaissance, délais, durée du service), le texte est même en totale contradiction avec la résolution libérale adoptée le 7 février par le Parlement européen, avec l'appui des députés socialistes siégeant à Strasbourg.

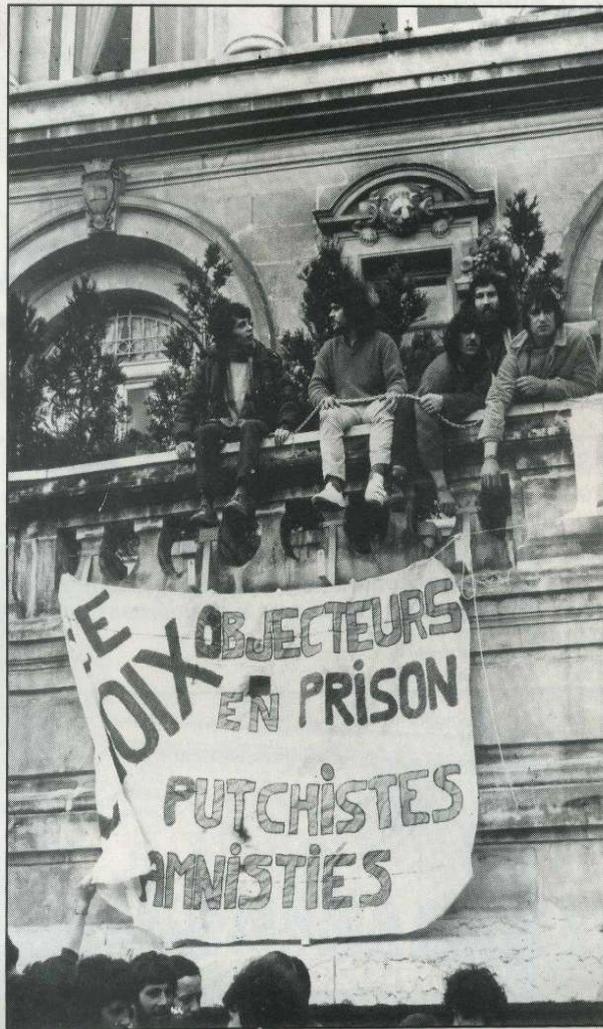
Certes, tous les "motifs de conscience" peuvent désormais être invoqués, le recours devant le tribunal administratif doit suspendre l'incorporation et l'interdiction de la "propagande" est supprimée (ce qui était unique au monde dans les législations relatives à l'objection). Mais qu'il s'agisse de la durée du service civil (toujours 24 mois !), des délais (encore restrictifs, et qui excluent l'obtention du statut pendant l'accomplissement du service militaire, comme dans les quatre années qui suivent), le projet se révèle tout autant oppressif et dissuasif que la loi votée vingt ans auparavant.

Le service civil des objecteurs est reconnu à part entière comme l'une des formes du service national mais la définition de l'objection, toujours étriquée (le refus du "port personnel des armes"), ne concerne véritablement que fort peu de réfractaires. Et si la commission juridictionnelle est enfin supprimée, c'est pour confier au ministre de la défense, et à lui seul, le choix des "bénéficiaires" de la loi. Pire même s'il se peut, la suppression des droits politiques et syndicaux, comme celle du droit de grève, est introduite dans la loi. Il est enfin prévu une mesure répressive sans équivalent : les seuls objecteurs étant pour le pouvoir des objecteurs soumis et obéissants, tous les objecteurs se placent en situation d'insoumission ou de désertion seront menacés de se voir retirer le statut, donc appelés à la caserne !

### RETOUR A LA CASE DÉPART ?

**M**ÉPRISANT les aspirations des résistants à la militarisation, en ne tenant aucun compte de leurs revendications essentielles, le nouveau statut a, dès avant même qu'il soit présenté aux députés, suscité l'opposition des objecteurs. Une opposition modeste dans son ampleur, il est vrai, vu l'organisation actuelle du mouvement. Une opposition incontestablement résolue et déterminée néanmoins, dont témoignent les actions spectaculaires et le rassemblement tenu à Villeurbanne (où Hernu est maire) le 14 mai.

Les conditions d'accès au statut étant malgré tout quelque peu facilitées et le service civil diversifié, le nombre d'appelés béné-



ficiaires de la loi devrait, à terme, vraisemblablement augmenter. Divisés, plus encore que par le passé, entre antimilitaristes qui contestent la finalité voire le principe même du service et appelés cherchant à résoudre leur problème personnel en effectuant un travail moins ennuyeux et abrutissant que l'encasernement, les objecteurs doivent plus que jamais éviter le double piège de l'intégration et de la marginalisation. Ni les appelés déjà sous les drapeaux, ni les soldats engagés, ni les objecteurs "collectifs" ne pouvant voir reconnue leur objection, tout laisse à penser que les chambres spécialisées des tribunaux correctionnels vont être chargées de faire encore taire les voix qui s'élèvent pour contester l'embrigadement militariste.

L'objection est actuellement à un tournant décisif. Sous peine de disparaître pour devenir une façon comme une autre d'accomplir ses obligations de service national, elle ne peut que s'affirmer comme une remise en cause du militarisme. La répression, une répression très dure, se profile déjà à l'horizon. La nécessité d'une large coordination réelle, sur des objectifs clairs et unificateurs, n'a jamais été plus urgente.

Michel AUVRAY

### 5<sup>e</sup> CAMPING ANTIMILITARISTE

5<sup>e</sup> du genre, le camping antimilitariste organisé à l'initiative du réseau Objections est cette année pris en charge par le Collectif des Objecteurs et Antimilitaristes Tarnais (COAT). C'est donc dans le Tarn que se dérouleront, cet été, du 4 au 10 juillet, ces rencontres ouvertes à tous ceux et celles qui, de façon isolée ou au sein d'un groupe, luttent contre la militarisation.

Debats en commission ou en grands groupes (le matin sur la militarisation, l'après-midi autour des luttes), ateliers, conférences, projections... le programme de ces 6 jours contre la militarisation est d'autant plus dense et varié qu'une grande fête clôturera le rassemblement, les samedi et dimanche 10 juillet. La période actuelle nécessitant la restructuration des mouvements et la prise de décisions concrètes, tout porte à croire que ces rencontres revêtiront cette année une importance particulière... Avis aux intéressé(e)s. L'accueil est prévu à partir du lundi 4 juillet à 14 h.

Pour de plus amples renseignements, prendre contact avec le COAT, BP 223 - 81002 Albi Cedex (Tel. le mercredi de 15 à 19 h : (63) 38.39.55), ou consulter les prochains numéros d'"Objections" (BP 117, 01101 Annonay Cedex).

## EN MARGE

### JUSTICE : LE VIOL, CONNAIS PAS ?

C'était le 29 décembre 78 et Marie-Andrée sortait d'un asile psychiatrique. Elle était seule et fragile. Dans l'arrière-salle d'un café parisien, trois "hommes" vont la violer. Parfois, certaines se taisent, mais pas Marie-Andrée, elle se bat depuis cette date, elle n'a pas oublié, comment d'ailleurs le pourrait-elle ?

Mais, faut-il faire confiance à la justice de son pays ? Il y a bien eu deux procès, aux résultats ignoblement identiques : les trois "hommes" ont été acquittés. Écœurants ces procès qui ont permis que, d'accusatrice, Marie-Andrée devienne presque accusée. Le premier tribunal a, sans aucune honte, suivi la thèse des "mecs" : cette femme les a, bien entendu, provoqués : elle était "excitée et hystérique". On l'a simplement frappée pour qu'elle se calme". Thérapeutes avec ça, braves garçons ! De ces mauvais scénarios inventés répétitivement par les violeurs, y'en a marre. Elle est intolérable cette parodie de justice où l'on ne tient pas compte d'un examen médical, pourtant formel, et où l'on s'acharne sur Marie-Andrée : n'est-elle pas homosexuelle ? N'a-t-elle pas, en plus, le culot de le revendiquer ? Tout cela laisse un goût amer dans la bouche et une sacrée rage dans les poings. Les raisons de la lutte des femmes sont loin d'être époussées.

### NOUVELLE-CALÉDONIE : COLONS ASSASSINS !

Le 11 mai dernier, un jeune Mélanésien a été abattu par un Calédonien de souche européenne agissant pour le compte d'un notable blanc local. Ce n'est pas la première fois que les colons se transforment en assassins et règlent leurs différends à coups de fusils. Souvenons-nous, en septembre 1981, du meurtre de Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union Calédonienne, principale force indépendantiste. Mais, ce coup-ci, l'assassinat d'un jeune membre du Palika (Parti de libération kanak) risque d'être le détonateur d'une situation assez explosive.

Si, jusqu'ici, les séparatistes ont soutenu Mitterrand, il se pourrait qu'un revirement s'opère. Car les socialistes ont été bien loin d'apporter les changements promis et espérés. En choisissant d'agir sur les inégalités économiques et sociales que subissent les 56 000 canaques (et elles sont nombreuses), mais sans toucher aux faits politiques qui les provoquent (la colonisation), le pouvoir de gauche a opté pour une

stratégie lente qui, dans le court terme, avalise et conforte la droite locale régnante et le fait colonial.

Par un fait du hasard, le meurtrier est un ex-employé de la Société Le Nickel qui monopolise 70 % de l'extraction de ce minerai et qui fait de la Nouvelle Calédonie le troisième producteur mondial. De telles réalités de pillage, avec les bénéfices que cela suppose, font que les socialistes hésitent à prendre des mesures plus radicales, et elles les amènent à risquer de faire de la Nouvelle Calédonie, la "petite Algérie" de Mitterrand. Mais le gouvernement a-t-il la volonté, et même la possibilité, d'une réelle politique socialiste face à la pression conjuguée de l'extrême-droite locale et de la droite traditionnelle du RPCR (soutenu par le RPR et l'UDF) ? Rien n'est moins sûr et c'est pourquoi il convient de lui imposer, dès à présent, de claires mesures de décolonisation, comme celle concernant la restitution des terres, et la reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple canaque.

### SQUATTS : LE TANGO DES MATRAQUES

Opération de police au 173, rue de Flandres dans le 19<sup>e</sup> arrondissement parisien. Cinq immeubles squattés en majorité par des antillais et des africains, ont été évacués. Par-delà le classique ballet des matraques, cette opération est significative, à plusieurs égards, de la politique des pouvoirs sur la question du logement et sur celle des immigrants.

A Paris, de l'avis même de ces pouvoirs, en deux ans, le nombre de squatters serait passé de 200 à 3 500 personnes qui occuperaient quelques 170 immeubles privés ou publics. Des squatts, il y en a certes de toutes sortes, mais des politiques, il n'y en a qu'une. Témoin, la convergence objective qui s'est opérée entre socialistes et chiraquiens sur ce problème.

Le premier à lancer "l'affaire" de la rue de Flandres a été un socialiste, le député Alain Billon. Sa politique est d'une simplicité répressive assez déconcertante : "D'abord expulser les squatters, puis, immédiatement après, démolir les bâtiments. Ensuite, entreprendre des actions en justice contre les délinquants, puis des actions de prévention et de réinsertion à l'égard des marginaux, et enfin, reloger les autres (sic !) habitants". En clair, un seul mot d'ordre, un seul programme : "Raser ! Raser ! Raser !". Pour Chirac c'est le même menu avec en plus un regret teinté de racisme : "les contrôles aux frontières sont devenus totalement insuffisants". A gauche comme à droite on multiplie donc le chantage à l'insécurité et on demande des effectifs policiers supérieurs.

Comme le soulignent les occupants-rénovateurs de la rue de l'Ourcq, en réalité, les vrais voleurs de maisons sont ceux qui les accumulent, les louent à des prix exorbitants, les vendent à des promoteurs, les laissent vides et abandonnés (parfois plusieurs années en attendant, comme on dit, "le créneau")

et acceptent sans honte de les voir cassées à prix d'or parce que le mètre carré de terrain vaut encore plus cher que ce qu'il y a dessus. A Paris, ce sont 100 000 logements qui sont vides et fermés. Contre le racket des agences immobilières, la mégalomanie de la ville de Paris et les promoteurs privés il s'agit de soutenir fermement les squatts qui ont pour but de créer des espaces de vie libres, tant individuels que collectifs, qui permettent à ceux qui les prennent en charge de développer des activités associatives sur les quartiers ainsi que des lieux de rencontre et d'expression.

### GFAM DE LA VALLÉE DU GER

L'exode rural vers les villes ghetto n'a pas cessé depuis 1800. Il est toujours bien vu par certains pyrénéens d'aller grossir les rangs des fonctionnaires, laissant crouler la chaumière, les ronces envahir les terres, préférant Dallas aux traditionnelles veillées. Il est de bon ton de garder "une attache au pays" (résidence secondaire, voire tertiaire) et de céder les terres aux rares paysans restants, qui de ce fait, pratiquent une culture extensive incohérente. Les pouvoirs publics ne favorisent guère un développement concret et soutiennent les "seigneurs locaux".

Devant une telle inertie, nous sommes décidés à prouver que l'agriculture de montagne est viable. Voici plusieurs années que nous sommes installés dans le pays de Gagire (à 20 km de Saint-Gaudens) faisant face à l'incompréhension, la crainte et parfois la haine des derniers survivants qui voient les agriculteurs (néo-ruraux) s'installer dans des lieux que leurs enfants ont fuit. En 1981, nous avons créé un groupement foncier agricole mutuel (G.F.A.M.). Nous n'avons rien à attendre du (des) pouvoir (s), mais nous sommes obligés de passer par des structures officielles sous peine d'asphyxie.

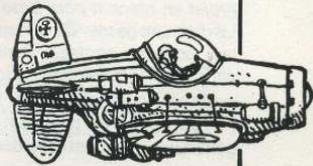
Le GFAM est une structure qui permet l'achat, la rénovation et la location d'habitations et de terre grâce à un financement mutuel sous forme de parts sociales (fixées à 1 100 F et réévaluées chaque année), souscrites par des personnes motivées et conscientes que le renouveau durable de la région passe d'abord par la population et rarement par les subventions et autres gadgets des pouvoirs publics.

Avec les premières parts sociales, nous avons acheté une ruine et une parcelle de bois sur la commune de Sengouagnet (31). Les uns ont défriché, d'autres ont taillé la charpente et édifié les murs (un apprentissage sur le terrain, de la construction, des fondations à la toiture). Depuis un an, la cheminée fume, un couple et leur enfant y vivent. Tout un symbole, mais aussi un fol espoir de voir nos projets se concrétiser.

D'autres occasions sont à saisir, notamment l'achat d'une ferme et de 15 ha de terres. Mais deux ennemis mortels nous guettent : la propriété privée et le vide du porte-monnaie. Si vous ne pouvez nous être d'aucun secours pour le premier dans l'immédiat, il en va tout autrement pour le second. Des parts sociales souscrites sont un investissement non seulement dans le foncier, mais aussi dans la vie et l'initiative directe. Ces parts sont mobiles, donc récupérables assez vite. Leur gestion est garantie par les statuts du GFAM disponibles au Siège Social à Comminges 31160 ASPET. A la même adresse, nous pouvons renseigner les personnes ou groupes à la recherche d'un moyen de prendre en main leur problème foncier.

### LE RAS-LE-BOL DES POSTIERS

Après Toulouse, Rouen, Angers, c'est maintenant à Lyon de connaître des grèves de postiers. Sur l'aéroport de Satolas, le personnel du transbordement nuit et en grève. Vous connaissez l'aéro-stale de nuit... c'est eux. Les raisons de leur lutte sont simples. Alors que le trafic postal a augmenté de près de 50 % en deux ans, l'effectif du service est toujours le même ! Alors que tout le monde s'accorde à reconnaître que le travail de nuit est un préjudice grave pour la santé des travailleurs, aucune réduction d'horaire n'y est intervenue depuis 1968. Les agents passent une partie de la nuit à décharger des fourgons à bestiaux sales et malodorants qui, parfois, gardent même des traces de leur utilisation précédente : paille, chaux, terre, etc. Alors qu'ils travaillent en plein air, par tous les temps, froid, pluie, neige, vent, les agents du service ne disposent pour tout équipement que d'un imperméable ! Alors qu'ils "charrient" chacun plusieurs tonnes de sacs postaux par nuit, les 150 agents du service ne disposent que d'une salle de repos de 20 m<sup>2</sup> ! La pénibilité du service fait que seuls les agents jeunes peuvent y rester ; la grande majorité d'entre eux gagnent moins de 4 500 F par mois. Et puis, à quelques mois de la mise en service du TGV postal, impliquant la restructuration totale de leur situation, les agents ne disposent d'aucune information sur leur avenir. Les postiers du transbordement/aviation Montrouche ont eu assez et, soutenus par leurs organisations syndicales (CGT, CFDT, SAT), ils débattent une heure par nuit à Satolas pour obtenir les améliorations indispensables. Pour qu'ils puissent avoir des conditions de travail et de vie décentes, le gouvernement et l'administration doivent donner aux postiers des moyens suffisants. Postiers, usagers, nos intérêts convergent. Soyons solidaires ! (informations transmises par le Syndicat autogestionnaire des travailleurs des centres de Tri PTT du Rhône, 34, rue Bancel, 69007 Lyon).



VENDÉE

## LA DROITE A L'ASSAUT

**JUILLET 78 : le spectacle du Puy-du-Fou (Vendée) donne sa première. Cinq ans plus tard, cette première représentation apparaît comme la première étape d'une véritable O.P.A. sur le secteur culturel et associatif du bocage vendéen. Une O.P.A. menée par un petit groupe de notables de droite, — industriels, politiciens, journalistes — qui ont su utiliser habilement le double discours, les soutiens politiques et financiers, la publicité et les techniques de communication, mais aussi les éléments d'organisation traditionnelle du pays.**

**"Le pouvoir, la gloire, la réussite sociale, on n'en a rien à faire ! Qu'on se le dise ! Sinon il y aurait longtemps que j'aurais fait de la politique". Philippe de Villiers, Le Puyfolaie n° 16 (hiver 82-83).**

PLUS de 180 000 spectateurs en 21 représentations ; une recette de 6 200 000 F avec un bénéfice net de 1 200 000 F. Cet été a encore été marqué par l'impressionnante réussite du spectacle du Puy-du-Fou, dans la commune des Epesses, en Vendée.

### LE SOUS-PRÉFET AUX CHAMPS

À l'origine de cet immense "film en plein air", Philippe de Villiers. En 1977, cet énarque de 27 ans, alors sous-préfet en poste à Vendôme, vient d'écrire l'histoire d'une famille vendéenne, les Maupilliers, de la Renaissance aux années 50. Le thème du futur spectacle est tout trouvé. Pour réaliser son projet, De Villiers dispose de nombreux appuis efficaces, en particulier le préfet de Région, Philippe Mestre, et Jacques de Villiers (père de Philippe), Conseiller Général de la Vendée.

Le 3 décembre 1977, le comité de lancement du spectacle organise une conférence de presse au château du Puy-du-Fou devant un millier d'habitants de la proche région, rameutés par toute une campagne de réunions dans les communes et d'articles dans la presse. Selon les initiateurs du projet, il s'agit avant tout de populariser la culture, de défendre le patrimoine vendéen, de faire du professionnel avec des amateurs, etc. "d'abolir les barrières sociales et financières entre ceux qui participent au projet en prenant pour base le bénévolat." Le discours passe. De Villiers a su jouer sur les bonnes cordes. Dans ce bocage vendéen tardivement industrialisé, le sentiment communautaire, la nostalgie de l'organisation paroissiale et plus généralement, l'attachement au passé,

demeurent très vivaces. Et pour les habitants des Epesses, le spectacle du Puy-du-Fou peut être un moyen pour redynamiser la vie économique de la commune. En quelques semaines, 650 personnes, venues de 13 communes de 350 (Malièvre) à 11 000 habitants (Les Herbiers) adhèrent à l'association du Puy-du-Fou. Reste à trouver le budget de lancement. Une formalité : le Crédit Agricole se met de la partie ainsi que le Conseil Général qui financent à hauteur de 50 millions de centimes, après s'être portés acquéreurs du château du Puy-du-Fou, pour la somme de 800 000 F.

### UN SPECTACLE POPULAIRE ?

PENDANT tout le reste de l'année 78, la population s'est démenée. Les artisans ont aménagé le château. Des paysans, venus avec leur tracteur, ont empierré le chemin. On a fabriqué plusieurs milliers de costumes. Le tout bénévolement. Dès le mois de juillet, le spectacle donne sa première. Sur le plan technique, c'est une réussite. Des milliers de touristes et de vendéens se pressent chaque soir de représentation sur les gradins du Puy-du-Fou. Dès la première année, l'opération se révèle rentable.

Ce succès incontestable doit aussi beaucoup à l'image du spectacle développée par la publicité et par la presse : l'image d'une initiative permettant à "1 350 bénévoles de préserver leur patrimoine culturel en restituant aux spectateurs leur propre histoire : celle des paysans".

L'histoire des paysans ? Voire. En fait, "ceux qui ont conçu et réalisé" (le spectacle) ont préféré une certaine version de l'histoire. Celle surtout des chefs, des grands, des "gloires régionales" (1). Les causes des Guerres de Vendée sont rédui-

tes à la défense de la Religion et de la Royauté. On a passé sous silence les causes sociales du mouvement, la haine profonde que vouaient les insurgés de 1793 aux bourgeois des villes qui, après la Révolution, monopolisent l'administration locale et acquièrent la quasi-totalité des biens nationaux au détriment de la paysannerie. Le spectacle préfère exhiber les "grands chefs vendéens" et les grandes figures locales : Clémenceau, le Père de la Victoire en occultant "Clémenceau la Terreur" de Villeneuve-St-Georges (1906) ; De-Lattre-De-Tassigny, le libérateur de 45 en omettant le De-Lattre-de-l'Indochine et des guerres coloniales. Quant à la culture populaire de la région — autrefois Bas-Poitou — elle est singulièrement absente. Ni conte populaire, ni parlange (langue poitevine). Seuls quelques pas timides d'avant-deux, noyés dans un flot de "grande" musique.

En fait de spectacle populaire, les 600 amateurs du Puy-du-Fou ont été doublement dépossédés de leur propre parole. Ils n'ont eu aucune prise sur le texte du spectacle entièrement conçu par de Villiers épaulé par quelques spécialistes ; un texte qui, d'autre part, est récité par un petit groupe d'acteurs professionnels, confinant les 600 "acteurs" locaux à un simple rôle de figuration.



# T DU PAYS

Spectacle de masse, le spectacle du Puy-du-Fou constitue donc un puissant outil idéologique ayant un écho national. Mais la plus grande réussite des initiateurs du projet, c'est sans doute d'avoir réussi à recomposer le tissu social de la proche région autour du spectacle, comblant ainsi les vides laissés par la démission des curés sur le plan culturel (fin des patronnages) et par la destruction des liens entre les villages (disparition des marchés). Et cette "communauté retrouvée" se révélera très vite être un magnifique champ de manœuvre pour politiciens "new-look".

## LA VOIX DE MON MESTRE

**A** LOUETTE FM (2) émet pour la première fois le 28 novembre 1981. L'émetteur, situé aux Herbiers, couvre la Vendée et plusieurs départements limitrophes. A l'initiative de la radio : Philippe de Villiers qui, au lendemain du 10 mai, a pris une disponibilité. En quelques semaines, il a réuni un énorme budget de lancement : l'association du Puy-du-Fou et le Crédit Agricole ont chacun investi 40 millions de centimes sur le projet. Mais le financement le plus important est assuré par quelques industriels locaux, figures de proue du patronat vendéen : Albert (con-

fection), Briant (Ouest-Alu), etc. Au total, le mécénat d'entreprise s'élève à 1 500 000 F, avec en prime des locaux spacieux mis gratuitement à la disposition de la radio.

*Alouette FM* dispose aussi d'un soutien plus discret de Philippe Mestre (3). Devenu directeur du cabinet de Barre sous Giscard, Mestre retourne à la base en juin 81 pour être élu député en Vendée, tout en devenant PDG du quotidien régional "Presse-Océan". Pas de surprise donc quand "Presse-Océan" ainsi que le "Courrier de l'Ouest" prêteront quelques journalistes à *Alouette-FM*. Le reste de la rédaction est recruté parmi les diplômés d'écoles de journalistes ou des Grandes Ecoles. Au total, une équipe de 22 permanents. Moyenne d'âge 23 ans.

La radio, qui émet 24 heures sur 24 en stéréo, a donc dès le départ un ton très professionnel, associant habilement le new wave aux "valeurs spirituelles" traditionnelles : "nous avons une sensibilité "modérée" et ce qui nous caractériserait le mieux, c'est notre engagement chrétien. Ce que peut dire Jean-Paul II ou Mgr Lustiger en France nous paraît important" (4). Discours un rien démagogique dans une région encore très marquée par le catholicisme. D'autant plus qu'*Alouette-FM* revendique aussi "l'ambition (...) d'être plus qu'une radio, une maison des associations culturelles et sociales sans aucune référence politique" (5).

En fait d'ouverture, le Conseil d'Administration de la radio n'est composé que de personnalités de droite connues. Mais, l'expérience du Puy-du-Fou aidant, l'image "radio au pays, radio du pays" passe. Dans un rayon de 30 km autour de son lieu d'émission, *Alouette-FM* est crédité d'un taux d'écoute de 35 à 40 %, ce qui la placerait parmi les radios locales les plus écoutées de France.

## O.P.A. RÉUSSIE

**C**INQ ans après la première représentation du spectacle du Puy-du-Fou, de Villiers et ses amis ont parfaitement réussi leur O.P.A. sur la région.



L'argent, les appuis politiques, le capital de confiance aidant, rien ne s'opposait à la réalisation de nouveaux projets tels que le lancement de l'hebdomadaire "*Alouette-Hebdo*" en janvier 83. Toute la vie culturelle et associative du "Pays des Alouettes" (6) est aujourd'hui plus ou moins canalisée par la galaxie de Villiers. Et sur place, les rares opposants à la radio se sont vite essouffés face à une caste de notables qui contrôlent les mairies, le Conseil Général, les entreprises, les médias ; face à une société encore très marquée par le poids des liens familiaux, la religion, le mode de vie rural, ou bien encore, l'absence, ou la faiblesse, d'autres références ou mouvements organisés. Dans ce contexte, l'opposition à *Alouette-FM* n'a jamais pu dépasser le stade d'une dissidence risquée.

Toutes les conditions sont donc requises pour que le projet de "première Télévision pirate locale" que l'on prête à De Villiers, réussisse. Quoi qu'il en soit, il y a fort à parier que l'expérience du "Pays des Alouettes" est suivie avec beaucoup d'attention par les hautes sphères de la Droite française, et en particulier par les tenants de l'élaboration d'une stratégie de reconquête du pouvoir. Reste à savoir si le "modèle vendéen" est effectivement exportable.

PHILIPPE

(1) Extrait d'un tract distribué en 79 au Puy-du-Fou par l'Association Arentèle, membre du l'UPCP (Union pour la culture populaire).

(2) *Alouette-FM* emprunte son nom au mont des Alouettes situé près des Herbiers, lieu historique des Guerres de Vendée. La position des ailes des moulins du mont indiquait aux insurgés les mouvements des troupes républicaines.

(3) En cas de victoire de la droite en Mai 81, Mestre était promis à la direction du SDECE (contre espionnage français) ; voir *Libé* du 26-27/2/83.

(4) Roger Colroy, directeur de *Alouette-FM*, in *Autrement*.

(5) Roger Colroy, in *Ouest-France* du 20-21/11/82.

(6) De "radio du pays", *Alouette-FM* est devenue aujourd'hui radio du "Pays des Alouettes". Un "Pays des Alouettes" qui n'a aucune existence linguistique ou historique propre.



## THÉÂTRE-ACTION

## MORT ACCIDENTELLE D'UN ANARCHISTE

Cette pièce de Dario Fo, qui fut jouée durant tout le procès intenté au journal *Lotta Continua* à Milan, est actuellement jouée au Théâtre La Bruyère à Paris.

Un fou pénètre dans les locaux de la Préfecture de Milan en se faisant passer pour le juge qui enquête sur la mort d'un militant anarchiste au cours de son interrogatoire. Par sa folie, il démontrera toutes les falsifications des rapports de police sur cette affaire.

Laissez vos petites lunettes rondes et votre écharpe blanche au vestiaire : ici, pas besoin de se torturer l'esprit. D'un côté, il y a le bon intelligent (le fou), de l'autre les méchants débiles (les flics). Résultat : le rire immédiat et garanti.

Post-scriptum : toute ressemblance avec l'affaire Pinelli est loin d'être fortuite. Un gros inconvénient, quand même, les prix des places sont élevés.

# DARIO FO, LE JONGLEUR DES EXPLOITÉS

Si le théâtre de Dario Fo est maintenant si connu, c'est qu'il est profondément ancré dans la vie sociale italienne, non pas comme une mode, ni par besoin de vedettariat, mais parce qu'il est en mouvement et qu'il est étroitement lié au prolétariat, qui en use et le porte.

En effet, si le fascisme a, par réaction, projeté Dario Fo vers le théâtre militant, c'est la démocratie bourgeoise qui l'a poussé à quitter les sphères culturelles officielles. Il ne pouvait supporter de voir la bourgeoisie prendre, à quelques fascistes près, plaisir aux "fessées" qu'il leur administrait : son théâtre n'était pas subversif parce qu'il était proposé dans des lieux où seuls les bourgeois viennent. Le seul moyen de le rendre efficace et dangereux, était de montrer ces "fessées" aux exploités, donc de quitter "le théâtre du régime", de délaissier les circuits officiels de représentation.

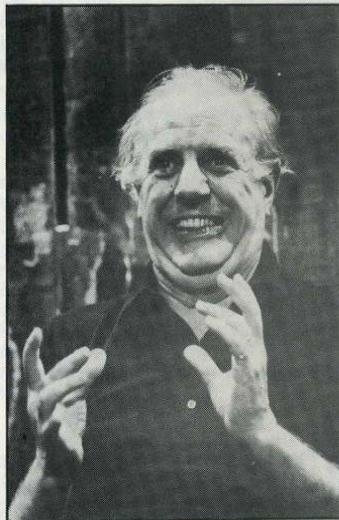
Direction les Maisons du Peuple, très nombreuses en Italie (parlez-en à Don Camillo), car seul le PCI contrôlait un circuit culturel parallèle. Mais Dario Fo n'y vient pas en colonisateur intellectuel : il vient militer. Pour lui, les Maisons du Peuple ne doivent pas être uniquement des comptoirs en zinc ou des salles de bal, mais plutôt des laboratoires où le peuple inventera de façon autonome son propre monde culturel (tiens ? en Espagne ça s'appelait un Athénée).

Opération réussie : il parvient à créer une dynamique qui entraîne les ouvriers. Non seulement ils viennent voir les pièces mais, en plus, ils y participent. Ils critiquent, construisent, donnent aux comédiens des indications de jeu, modifient les textes, suivent même la troupe dans ses tournées afin de présenter le spectacle, ou plutôt, leur spectacle, dans les usines, et organisent les débats.

Opération trop réussie ; le PCI s'inquiète, les ouvriers viennent trop régulièrement aux spectacles et en plus ils y viennent par eux-mêmes, sans qu'on leur demande... Finis les voyages organisés en bus vers la Scala de Milan, deux fois par an : "Camarade Dario, tu troubles l'esprit de nos ouvriers en mélangeant culture et politique, dehors !"

**" JE suis né dans un village au bord du lac Majeur, près de la frontière Suisse. Un pays de contrebandiers et de pêcheurs plus ou moins braconniers. Deux métiers qui, outre une bonne dose de courage, exigent beaucoup d'imagination. Il est bien connu que, si on utilise son imagination à transgresser la loi, on en réserve une partie pour son plaisir personnel et celui de ses amis".**

(Dario Fo)



Tant mieux, pense Dario Fo. Il commençait à être trop lié au Parti, et les compromissions n'allaient pas tarder à venir. Et puis, de toutes façons, 68 est passé par là et les luttes sont ailleurs. Commencent alors les longues tournées des usines occupées, des fêtes de quartier, des universités en grève, et surtout des galas de soutien. Car c'est la grande époque des procès de Valpreda, de Marini, du journal *"Lotta Continua"* et du petit coup de main du commissaire Calabresi qui précipite l'anarchiste Pinelli par la fenêtre du quatrième étage de la Préfecture de Milan.

Lors de ces galas, la troupe joue, organise des débats, et donne ses recettes en soutien, le public venant si nombreux que la vente des livres et disques suffisent à lui permettre de vivre. Malgré (et à cause) les agressions, le rapt et le viol de sa femme par les fascistes, Dario Fo provoque des débats jusque devant les Palais de Justice et draine une foule nombreuse.

Quelques exemples nous situent l'ampleur de son travail :

— lors d'un gala de soutien à une verrerie milanaise, chaque spectateur, chaque camarade lève son verre : ce sont 10 000 verres vendus. Quel toast !

— sur 280 représentations faites dans l'année, il y aura 280 plaintes déposées par la police, l'armée, l'église... contre la troupe *"La Commune"*.

— à la suite d'une représentation de *"Isabelle, trois caravelles et un charlatan"*, Dario Fo accepte même un duel avec un officier d'artillerie, mais il pose ses conditions : le duel aura lieu pieds nus sur un ring de boxe thaïlandaise dont il se prétendait champion régional !

Comme le dit sa femme : *"Arrête de penser Dario, je n'arrive pas à m'endormir"*.

Claude ARRIZZI.

## BIBLIOGRAPHIE :

- "Faut pas payer" de Dario Fo, publié par le Centre Dramatique National Languedoc-Roussillon, 13 Boulevard Du Guesclin, 34500 Béziers.
- Dario Fo et le texte de "Mort accidentelle d'un anarchiste", Editions Dramaturgie/José Guinot, 11, rue Git le Cœur, 75006 Paris.

## KIOSQUE

### ITALIE, LES ANNÉES ROUGES

Le mot d'ordre "assez des grèves, restons dans les usines", circulait depuis un certain temps parmi les travailleurs. Le lundi 31 août 1920, les ouvriers de l'usine Romeo de Milan trouvèrent l'entrée de l'usine barrée par les Gardes royaux : c'était le début du lock-out. Le soir même, le personnel de 300 usines milanaises se refusent à sortir des lieux de travail : c'était l'occupation.

Sur ce large mouvement révolutionnaire, où les anarchistes jouèrent un rôle non négligeable, il n'existait, en français, pratiquement aucun document. Quelques données historiques avaient été publiées dans "Noir et Rouge en mai 68" ("L'auto-gestion, l'Etat et la révolution", supplément au n° 41) et il fallait s'en contenter. Pourtant, l'étude de ce mouvement ouvrier débordant les structures d'encadrement traditionnelles aurait pu offrir des enseignements pour l'intervention. Mais, à part le courant conseiliste, les libertaires ne semblaient lui accorder qu'une attention des plus minimes : une date citée au détour d'un article.

Les éditions Nautilus, entament leur existence en comblant une partie de cet oubli. Leur premier ouvrage publié est celui de Pier Carlo Masini, "Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils à Turin", jusqu'ici disponible uniquement en langue italienne. On ne peut que s'en féliciter tout en y adressant deux reproches. Le premier c'est d'avoir porté le choix d'édition sur cette brochure de Masini, très brève, trop brève et donc partiellement schématique. Le silence sur les conseils italiens de 1920 méritait quelque chose de plus approfondi. Pour la même raison on peut regretter que la maison d'édition n'ait pas fait le choix d'une mise en perspective historique de cette œuvre. Ceux qui ne savent rien sur la période, s'y retrouveront-ils ?

Malgré ces deux reproches et une certaine réticence sur des traductions parfois approximatives, cette première publication se révèle être une mesure d'urgence pour se réapproprier une partie de notre histoire. Dans l'attente d'un ouvrage plus exhaustif et dont les réflexions puissent être en prise directe avec notre propre période et ses exigences.

T.A.

• Pier Carlo Masini, "Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils à Turin", 72 p., 25 F. A commander aux Editions Nautilus, BP 175 - 75963 Paris Cedex 20.

### DE LA DÉSOBÉISSANCE

Erich Fromm n'est pas un inconnu des publications libertaires. Maintes fois cité et traduit dans les revues et journaux du mouvement, il fait partie de ce courant philosophique allemand attaché par-dessus tout aux développements des libertés humaines. La publication des essais et articles dans ce recueil "De la désobéissance" en témoigne. Marqué par le libertarisme américain (une pensée parfois naïve et surprenante pour nous européens), ce psychanalyste se bat et s'exprime en faveur d'une "conscience humaniste" qui tente de réconcilier, en les dépassant, les enseignements de Freud et de Marx. "Le changement social et la révolution ne sont pas uniquement provoqués par les nouvelles forces productives qui entrent en conflit avec les anciennes formes d'organisation sociale, mais aussi par le conflit qui oppose des conditions sociales inhumaines aux besoins inaltérables de l'homme. On peut faire presque tout à l'homme, mais seulement presque tout. L'histoire de la lutte de l'homme pour la liberté est l'exemple le plus éloquent de ce principe".

Ce qui court le long de ces pages, c'est cette volonté de liberté, ce lien continu de l'histoire des luttes, ce ton si particulier de l'émancipation que La Boétie avait intuitivement mis en œuvre. Mais Fromm le prolonge par des critères, des mesures possibles avec lesquelles juger une société : "Si la liberté me fait peur, je ne peux oser dire "non", je ne peux avoir le courage de désobéir. En effet, la liberté et la capacité de désobéir sont inséparables ; par conséquent, tout système social, politique ou religieux qui proclame la liberté tout en condamnant la désobéissance ne peut pas dire la vérité".

Erich Fromm va plus loin, en liant cette ambition libertaire à l'exigence d'une intervention concrète pour le changement. Pour les révolutionnaires, Fromm, malheureusement disparu en 1980, aura laissé au moins cette justification de la nécessité de l'action en faveur de la transformation sociale : "L'histoire est le lieu où l'homme devient humain".

T.A.

• Erich Fromm, "De la désobéissance et autres essais", Laffont.



### TERRE DES FEMMES

"Terre des Femmes". Cet ouvrage encyclopédique sur la situation des femmes dans le monde, il fallait le faire. La domination absolue d'un sexe par l'autre s'effrite partout : la femme est au cœur d'un processus de transformation sociale et culturelle. Au-delà des différences de situation locales que ce livre expose, se dégage une ligne de fond que les auteurs se sont attachés à mettre en évidence.

La situation des femmes dans 165 pays du monde nous est donné en chiffres. A cette approche quantitative, s'ajoute l'analyse plus détaillée de leur situation dans cinquante pays. Des études des questions de fond, des enjeux essentiels des années à venir, complètent ce point de vue géographique.

Le souci d'exhaustivité empêche de creuser parfois des problèmes centraux. Mais, très agréablement écrits, ces articles sont une incitation à en savoir plus qu'à chaque fois, une importante bibliographie peut satisfaire. Instrument de recherche, c'est aussi un instrument de travail : chiffres, adresses (groupes, journaux, bibliothèques), filmographie, radios, sont minutieusement classés. Pour qui voudrait joindre l'utile à l'agréable, vous trouverez toutes les adresses des maisons de femmes, lieux de rencontre, centres de documentation dans le monde.

G.A.

"Terre des Femmes", ouvrage collectif sous la direction de Elizabeth Pacquot, La Découverte, Maspéro.

### MARX ET PROUDHON

Le Groupe Fresnes-Antony (34, rue de Fresnes, 92160 Antony), vient d'éditer, enfin en version intégrale, la plus célèbre polémique du mouvement social. Dans sa "Collection Anarchiste", trois tomes réunissent, pour la première fois dans l'histoire du livre, le texte de P.-J. Proudhon "Philosophie de la misère", et la réponse de K. Marx "Misère de la philosophie", augmentée de l'intégralité des annotations dont Proudhon avait recouvert l'exemplaire de son antagoniste. Dans ces pages s'ouvre le débat qui a depuis lors divisé le mouvement ouvrier et qui se continuera dans la Première Internationale. Chaque tome coûte 60 F ; les trois, 150 F.



### LES PAYS DE L'EST

Le n° 6 de mars 1983 d'IZTOK (revue libertaire sur les pays de l'Est) vient de paraître. Au sommaire on y trouve :

— un débat sur la Pologne, avec des textes de Charles Reeve, collaborateur de SPARTACUS et d'Avril, collaborateur du COMBAT SYNDICALISTE et membre de la CNT, ainsi qu'une interview de Piotr CHRUSZCZNSKI, membre de la Coordination de SOLIDARNOSC à Paris ;

— la deuxième partie de l'interview d'Alexandru Danciu sur le problème tzigane à l'Est ;

— le résumé d'un texte de Jaroslav Suk sur l'histoire et les positions de la gauche radicale en Tchécoslovaquie de 1968 à nos jours ;

— deux textes de collaborateurs de la revue : l'un de M. Zemliak sur la démocratie, l'autre de Nicolas Trifon sur le mode de domination soviétique en Europe de l'Est ;

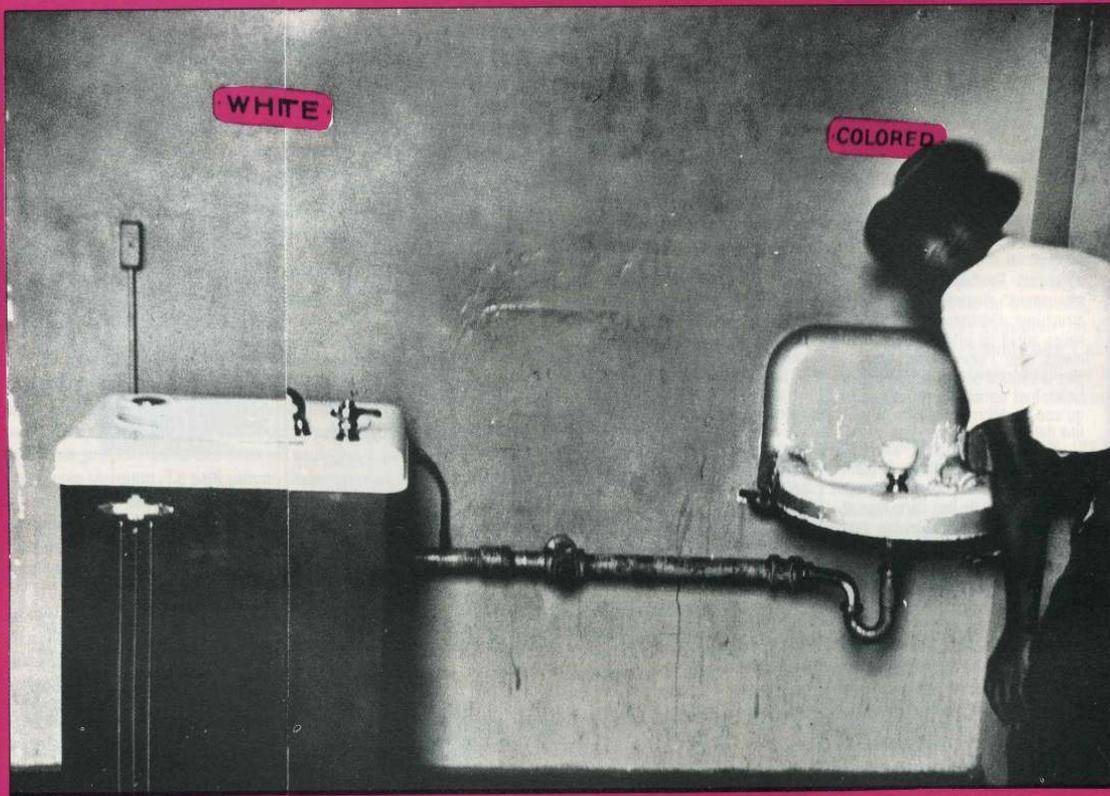
— des notes de lecture et des nouvelles brèves de l'activité libertaire à l'Est.

Vous pouvez vous procurer ce numéro dans les librairies militantes ou en vous abonnant (c'est encore la forme de soutien la plus efficace). Tarifs : abonnement 4 numéros, 40 F, abonnement de soutien, 80 F. Chèques à l'ordre d'IZTOK, 26, rue Piat, 75020 Paris.

**AFRIQUE DU SUD**

**PRÉTORIA RACISTE !**

**PRÉTORIA BOYCOTT !**



*"au nadir de ce jour  
la colère des jeunes se répandit dans toute la ville  
laissant exploser son énergie  
semant la confusion  
mettant à nu les mensonges.  
Reprenez vos leçons  
Reprenez votre espoir  
Reprenez votre langue."  
(Sipho Sapamla, "The Soweto I love")*

DOSSIER REALISE PAR JULIEN DREUX

# PRÉTORIA RACISTE ! PRÉTORIA BOYCOTT !

## APARTHEID

TOUT commença en 1652 lorsque la compagnie néerlandaise des Indes Orientales décida d'établir au Cap de Bonne Espérance des bases de réparation, ravitaillement et repos de sa flotte sur la route des Indes. Une petite population blanche, employée par la compagnie, s'établit à son compte dans la région et y crée l'infrastructure nécessaire à la flotte. En 1688 arrivent des renforts ; de nouveaux colons s'y installent.

Lorsqu'en 1814 les Pays Bas vendent le Cap à la Grande-Bretagne, la population blanche a déjà acquis les grands traits de sa configuration actuelle. D'une part, les agriculteurs et éleveurs de bétail *boers* et, d'autre part, une classe bureaucratique et commerciale britannique concentrée au Cap et aux autres ports.

L'opposition des britanniques et des *boers* pousse ces derniers à une migration intérieure qui débouchera sur un affrontement avec les populations autochtones. Les britanniques interviennent et se partagent le pouvoir avec les *boers* sur le dos des Africains. Ainsi, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un million de Blancs ont déjà imposé la suprématie de leur race sur les populations autochtones. La création, en 1910, de la République Sud-Africaine est l'aboutissement de l'une des deux républiques *afrikanders* du Transvaal et d'Orange avec les colonies britanniques du Cap et de Natal.

### LE RACISME INSTITUTIONNALISÉ

LES *afrikanders* se considèrent les légitimes habitants du pays. Ils développent un nationalisme acerbe et se lancent à l'assaut des parcelles du pouvoir cédées aux britanniques. Cette lutte débouchera en 1948 sur le triomphe du Parti National du D<sup>r</sup> Malan aux élections parlementaires.

Dès lors, l'apartheid (en l'afrikaan : "séparation") entre officiellement dans la vie sud-africaine : les premières mesures du gouvernement entrant viseront à annuler toute possibilité pour les Noirs de faire entendre leurs voix. Une possibilité toute relative puisqu'ils devaient le faire à travers les députés blancs...

Juridiquement, l'apartheid est un ensemble de dispositions et de lois, dépassant aujourd'hui le nombre de 200, qui portent aussi bien sur le domaine politique qu'économique et social et s'accompagnant de lois sur la presse (voir encadré). Tout est mis en place pour effacer de la vie sociale, politique et culturelle du pays les Noirs.

### DIVISER POUR REGNER

SI le Parti National, au pouvoir depuis 1948, a pu maintenir sa politique raciste c'est, certes, grâce à la mise en place d'un impressionnant appareil répressif et au soutien reçu de la part de l'Occident. Mais c'est aussi grâce aux divisions qu'il a su établir parmi ses "citoyens". La population sud-africaine se répartit de la façon suivante : 4,5 millions de Blancs (soit 15 %) ; 21 millions de Noirs (73,5 %) ; 0,8 million d'Asiatiques (3 %) et 2,5 millions de métis (8,5 %).

AU ROYAUME DE  
L'OPPRESSION

EN République Sud-Africaine, l'apartheid règne en maître depuis 45 ans. Aujourd'hui, une fraction de la bourgeoisie prône une certaine "réforme constitutionnelle" qui intégrerait la petite bourgeoisie de couleur tout en renforçant la ségrégation raciale de la grande majorité des Noirs.



(Dessin de Bérénice Cleave.)

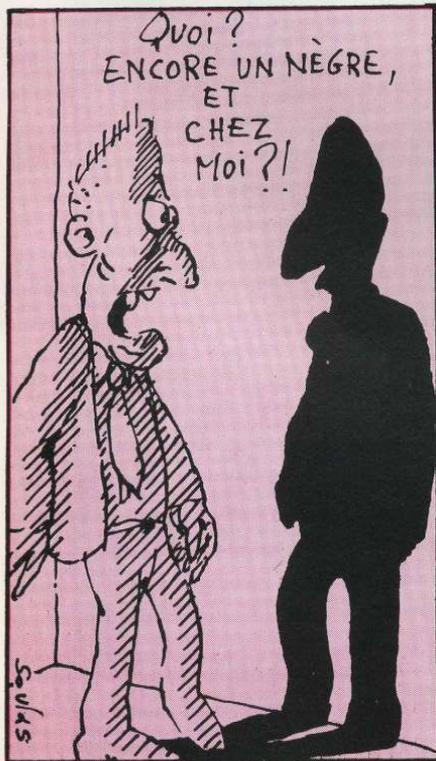
Issus des unions entre les premiers colons et des femmes hottentotes (tribu africaine) ou malaises (esclaves), la communauté métisse n'a cessé de réclamer son intégration dans la société blanche. Les Blancs ont aménagé pour les métis et les Asiatiques, un apartheid modulé qui permet, par exemple, jusqu'en 1956 aux métis du Cap de bénéficier d'un certain droit de vote. Leur niveau de vie, quoique plus bas que celui des Blancs, est nettement au-dessus de celui des Noirs.

Les Africains, quant à eux, furent divisés en 10 groupes ethniques auxquels on attribua des territoires-réserves (rebaptisés plus tard **bantoustans**) généralement morcelés. Dans les **bantoustans**, Prétoria a trouvé des collaborateurs pour sa politique raciste au sein des familles aristocratiques locales. Ainsi, des chefs traditionnels tribaux ont été placés comme personnel d'encadrement, créant par là-même une bureaucratie noire servant de tampon.

Le regroupement et ladite "réinstallation" des Noirs dans leurs réserves se poursuit à un rythme accéléré. A ce jour, presque la moitié des Africains — qui représentent plus de 70 % de la population — résident dans les zones cédées aux **bantoustans**, soit sur 13 % du territoire.

### LA FRACTION "MODERNISTE"

A mesure que l'économie sud-africaine s'est diversifiée, les limites de l'apartheid se sont faites sentir. Pour le capital local et étranger, la poursuite des investissements passe nécessairement par une réduction des charges salariales, donc une réduction des innombrables privilèges dont jouissent les travailleurs blancs. En outre, ces



derniers ne peuvent plus satisfaire à eux seuls les demandes en main-d'œuvre qualifiée. D'où l'apparition d'un certain patronat dit "progressiste" qui faisait des entorses à la législation raciste en offrant des "emplois réservés" à des Noirs. Les thèses "modernistes" ont rencontré un écho au sein même du Parti National où s'affrontent aujourd'hui les *Verligte* (éclairés) et les *Verkrampste* (cramponnés).

Daniel Malam qui avait regroupé la fraction afrikander "sudiste" du Cap et l'avait portée au pouvoir en 1948 fut évincé par la fraction "nordiste" du Transvaal en 1954. L'équipe gouvernementale Vorster-Mulder resta au pouvoir jusqu'en '78 date à laquelle le scandale du "Muldergate" (détournement de fonds publics pour une campagne internationale de presse en défense de l'apartheid) entraîna sa chute. Les nouveaux dirigeants, représentant la fraction "sudiste", se sont dotés de l'équipe Botha-Malam et se disent aujourd'hui "modernistes". Leur lutte contre la "subversion communiste" passe par un renforcement notable de l'armée et un réaménagement de l'apartheid.

## apartheid NON



### VERS LE GRAND APARTHEID

LES projets réformateurs de Botha visent à établir le droit de vote pour les métis et Asiatiques, leur offrant la possibilité d'avoir deux Chambres distinctes et de lever certaines mesures racistes gênant le développement du pays. Les oppositions au projet ne manquent pas : métis et Asiatiques restent très sceptiques ; les Noirs se savent exclus du projet ; le Parti Fédéral Progressiste le trouve bien timide. Mais cette réforme a aussi provoqué le départ du Parti National de 18 députés qui ont constitué le Parti Conservateur d'extrême droite qui vient de remporter les élections partielles du 10 mai au Transvaal.

Quant aux Noirs, ils seront de fait divisés en deux groupes : ceux de nationalité bantoustanaise (environ 16 millions à qui on refuse la nationalité sud-africaine) dont seuls 2 millions peuvent aller travailler en tant qu'immigrés en territoires blancs. Ceux auxquels on accorde déjà la double nationalité, bénéficiant du statut de "résidents permanents en zones blanches" où ils pourront amener femmes et enfants. Ainsi, la fraction éclairée de la bourgeoisie afrikander vise à la constitution d'une élite noire jouissant de certains avantages.

Restent 14 millions de personnes dites "surnuméraires" composés de femmes, enfants, vieillards, indésirables et tout un volant de main-d'œuvre à bon marché qui sont cantonnés dans les bantoustans, rebaptisés "homelands". Ces "foyers nationaux" sont peu à peu déclarés Etats indépendants : 4 le sont déjà, un 5<sup>e</sup> le sera en 84. Les autres 5 jouissent pour l'heure d'un statut dit d'autonomie.

Les "centres de débauche" étant interdits en Afrique du Sud, la bourgeoisie afrikander les installe dans les pays voisins, comme le Lesotho ou dans les bantoustans qui voient ainsi surgir Casinos, cinés pornos et bordels où se ruent les Blancs les week-end et jours fériés.

### UNE LÉGISLATION RACISTE

- **Mesures socio-économiques** : Les travailleurs noirs sont obligés d'accepter un emploi sous peine de poursuite (1911) et ne peuvent recevoir de formation professionnelle (1944). Les inspecteurs du travail devaient ou retirent les permis de travail aux Noirs (1945) lesquels doivent toujours porter sur eux un "passport intérieur" contenant pièces d'identité, origines tribales, quittances d'impôt, lieu de travail (1953). Le territoire sud-africain est divisé en 2 zones laissant aux Noirs 7,3 % de la superficie du pays (porté à 13 % en 1936) et le reste aux seuls Blancs (1913). La population est obligée de résider dans 2 zones différentes (1950) et les Noirs perdent tous les droits hors des bantoustans (1964).

- Il est interdit de créer des syndicats mixtes (1956) et les Noirs ne peuvent faire grève ou se syndiquer (1953). Certains emplois sont strictement réservés aux Blancs (1927).

- **Mesures politiques** : Suppression de la liberté d'expression s'il s'agit de modifier la politique du gouvernement (1953). L'opposition à l'apartheid est assimilée à de la subversion communiste (1950) et les organisations, publications ou personnes indésirables peuvent être poursuivies (1976). La liberté de réunion est strictement contrôlée (1956).

- **Mesures sur la presse** : Il est interdit de faire état des émeutes ou manifestations illégales. Toute critique de l'apartheid est passible de poursuites (1963). Les informations sur les prisons doivent recevoir l'aval préalable de la police (1959) et toute information sur les "secrets officiels" (1956) ou les services secrets (1969) est illégale.

# PRÉTORIA RACISTE ! PRÉTORIA BOYCOTT !

## BOYCOTT

**L**ES relations entre la France et l'Afrique du Sud se poursuivent sans grand changement. Et ce n'est pas la timide mesure prise contre la tournée de rugby qui y mettra un terme. Le gouvernement ne cèdera que sous la pression.

**D**ANS les années 70, un ministre sud-africain reconnaissait que la France est "la meilleure amie de la République Sud-Africaine". Il est vrai que les relations commerciales allaient bon train. La France est le 5<sup>e</sup> fournisseur de Prétoria, ses exportations portant sur les transports et les équipements comme un matériel guerrier ultra-moderne (Mirages, chars et hélicoptères). Elf-Aquitaine prospecte, en Namibie occupée, du pétrole et du gaz naturel ; CFP-Total et PUK détiennent, via leur filiale commune Minatome, 10 % de la plus grande mine d'uranium, celle de Rössing en Namibie. Aujourd'hui, une quarantaine de sociétés française s'activent en Afrique du Sud et c'est sous Giscard que fut signé le fameux "contrat du siècle" sur la livraison par Framatome de 2 réacteurs nucléaires de 900 MW. L'uranium enrichi lui étant dès lors fourni notamment par la firme franco-belge de Tihange dont EDF détient 50 % des parts.

La France reste un allié intéressant (exportation de matériel mécanique, appareils électriques, automobiles, fer, fonte, acier...) et intéressé (importation de chrome, manganèse, nickel, uranium, charbon).

Au lendemain du contrat nucléaire de 76, le Parti Socialiste avait dénoncé "un accord qui ruine notre crédit auprès des peuples d'Afrique et provoque un périlleux accroissement des tensions dans le sud du continent". A la veille de son élection, le candidat Mitterrand avait écrit au Mouvement Anti-Apartheid en affirmant que s'il était élu, le gouvernement "s'appuierait sur une révision de nos rapports avec l'Afrique du Sud". Il est vrai que c'était du temps où l'on parlait encore de "moraliser" la politique internationale de la France et Jospin de renchérir en annonçant de futures réductions des importations, l'interruption de tout investissement public et de toute aide à l'investissement privé ainsi qu'un embargo sur les ventes d'armes...

Or, voici que l'on apprenait fin 82 qu'une seconde livraison de centrale nucléaire était à l'étude et que, si Cheysson et Mitterrand y semblaient opposés, Jobert et Chevènement n'y voyaient guère d'inconvénients ! Les beaux discours étaient à deux doigts de s'estomper devant un si juteux chantier : de 12 à 15 milliards de francs.

## L'HYPOCRISIE DE LA FRANCE



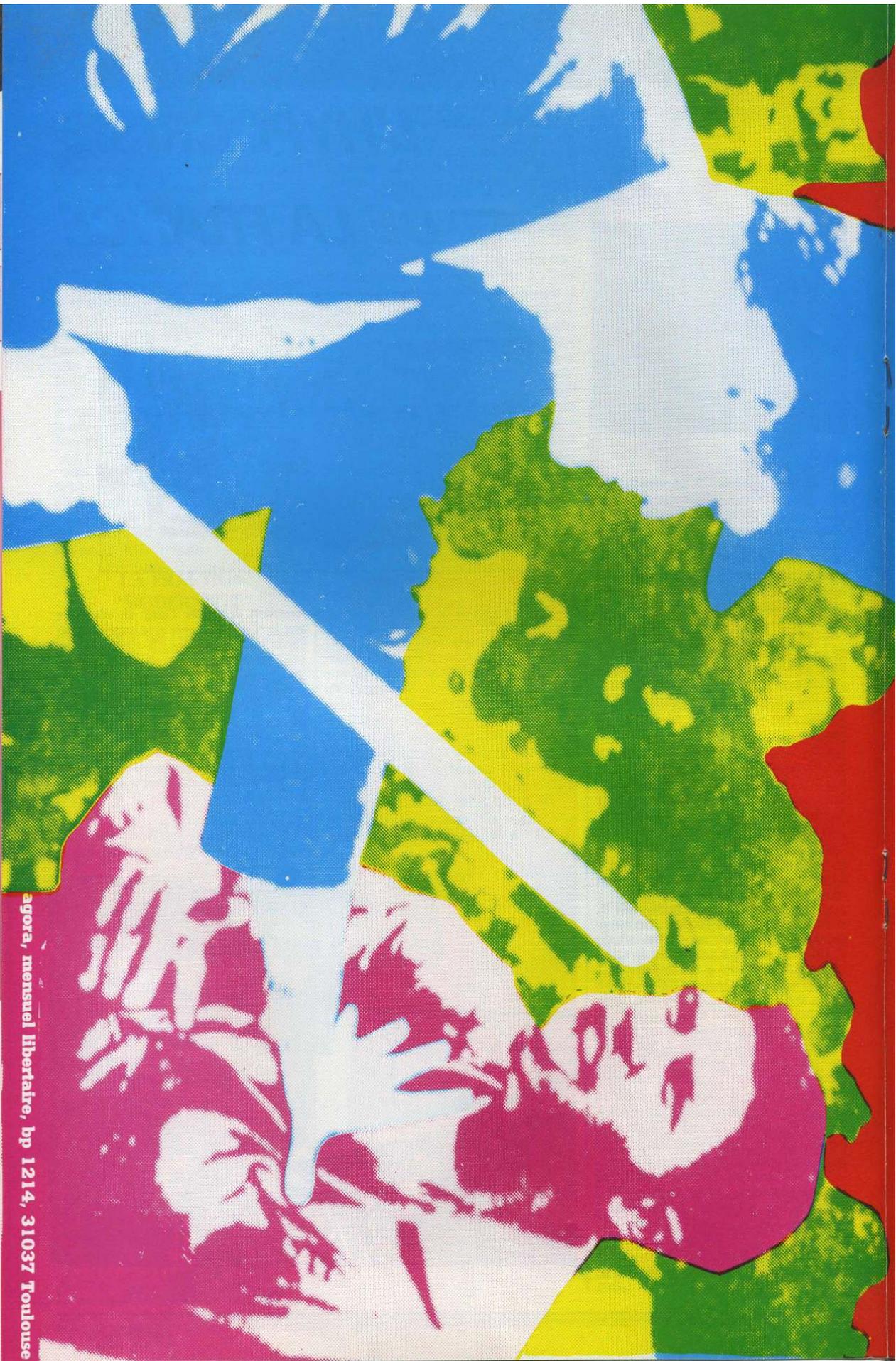
Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, la récente décision d'interdire la tournée de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud n'est qu'un faux-semblant. Si le gouvernement a pris cette décision, c'est contraint et forcé. Les autorités olympiques internationales et les ambassadeurs africains à Paris menaçant, dans le cas contraire, d'exclure la France des prochains J.O. à Los Angeles et de l'empêcher, comme le souhaite Mitterrand, d'organiser les Jeux d'Hiver en 1988...

De ce côté là, les choses restent inchangées : rien ne sera fait sans une forte mobilisation. Il s'agit aujourd'hui d'arracher au gou-

vernement de gauche l'arrêt du commerce avec la Namibie occupée et la suspension des importations d'uranium ; la suspension des relations commerciales, économiques, financières, politiques, culturelles et sportives avec le pays de l'Apartheid. Ceci implique aussi, comme le rappelle le MAA(\*) de contraindre les agences de voyages contrôlées par l'Etat (comme Havas, Air-France) à cesser de déverser leurs publicités sur l'Afrique du Sud et d'exiger que toutes les activités propagandistes de l'Ambassade en France soient stoppées en vertu de la loi française de 72 contre le racisme.

(\*) Mouvement Anti-Apartheid : 46, rue de Vaugirard - 75006 Paris.





agora, mensuel libertaire, bp 1214, 31037 Toulouse

**AUJOURD'HUI  
LA COLÈRE !  
DEMAIN  
LA LIBERTÉ !**



SYNDICATS

# QUAND LES OUVRIERS NOIRS SE LÈVERONT !

**D**EPUIS une décennie, le syndicalisme indépendant a fait son apparition en Afrique du Sud développant ses activités et débordant les revendications strictement économiques. Une entrée en scène qui dérange les projets du pouvoir raciste et indispose les centrales pro-gouvernementales.

**S**I les relations professionnelles sont réglementées par une législation du travail, tout ce qui touche au recrutement et à l'emploi est déclaré d'ordre "constitutionnel". Ainsi, la loi de 1981 sur l'orientation professionnelle donne la possibilité aux comités d'administration de placer la main-d'œuvre. Ces comités ayant déjà entre leurs mains le contrôle des entrées des travailleurs noirs, ils peuvent ainsi à loisir placer ou déporter la main-d'œuvre.

L'apartheid permet ainsi une "utilisation optimale de la main-d'œuvre", déportant la population noire, la regroupant dans de véritables camps de travail forcé, lui imposant son lieu de résidence et limitant ses moindres déplacements.

Les travailleurs "immigrés", "importés" des bantoustans, sont sous contrat de un an, sans droits ni couverture sociale, ne pouvant faire venir leur famille. Devant cette discrimination raciale laissant aux Blancs les meilleures places et des salaires jusqu'à sept fois supérieurs aux leurs, 13 500 mineurs déclen-

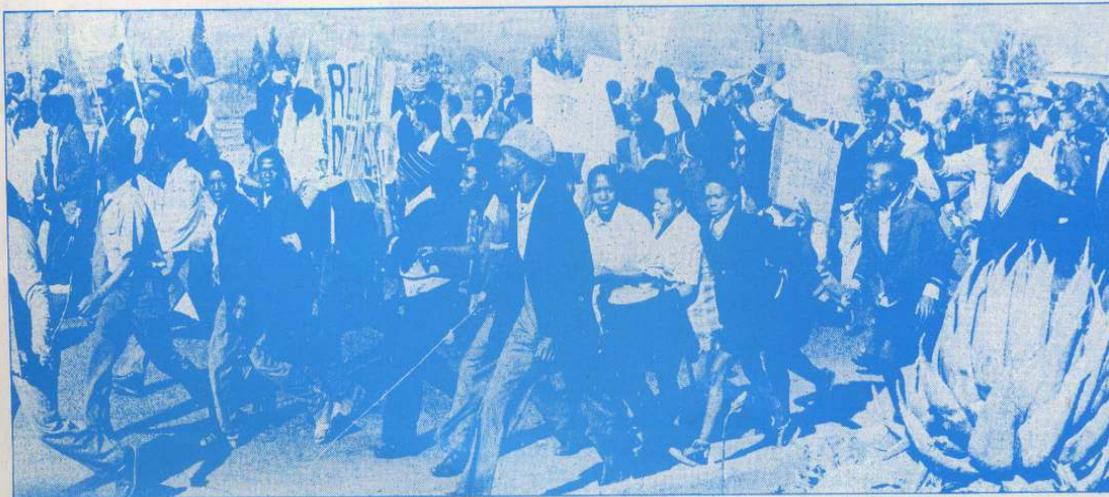
chèrent une grève le 1<sup>er</sup> juillet 82 dans le Transvaal. A la répression des plus sauvages qui fit 11 morts, 50 blessés et 300 arrestations devait succéder le licenciement de 5 000 "meneurs" qui furent renvoyés dans leurs "foyers nationaux"... En Afrique du Sud, la participation à une grève dite illégale (et elles l'ont toutes été en 81, voire en 82) peut entraîner prison et amendes, les patrons n'ayant quant à eux pas le droit de verser les salaires.

## LA SOUPAPE DE SÛRETÉ

**A**VEC le développement industriel du pays et la concentration du prolétariat dans les régions industrielles des zones blanches, les risques d'une explosion sociale restaient la préoccupation première de la frange "éclairée" du patronat. L'interdiction du droit de grève, l'interdiction des piquets et celle d'organiser des collectes de soutien venaient renforcer la législation interdisant la

syndicalisation des Noirs. Cette absence de structures d'encadrement et de concertation était d'autant plus durement ressentie par le patronat que nombre de mesures raciales réduisaient par ailleurs sa marge de manœuvre. Ainsi, l'obligation de réserver les meilleurs emplois aux Blancs largement rémunérés alourdissaient leurs charges salariales tout comme le contrôle strict des déplacements portait un coup à la mobilité de la main-d'œuvre. Surtout, la barrière raciale à l'embauche bloquait toute possibilité de combler le manque de main-d'œuvre blanche qualifiée...

Dans les faits, nombre d'entreprises se sont donc mises dans l'illégalité, embauchant des Noirs, reconnaissant parfois leur organisations syndicales clandestines et négociant



# PRÉTORIA RACISTE ! PRÉTORIA BOYCOTT !



avec elles, portant ainsi atteinte à la procédure d'enregistrement qui permet à l'Etat de contrôler les syndicats : seuls les syndicats enregistrés peuvent, officiellement, négocier, ce qui revient à ne reconnaître ce droit qu'aux seuls ouvriers blancs !

Aujourd'hui, quelque 246 500 Noirs appartiennent à des syndicats enregistrés et plus de 100 000 à des organisations non-reconnues par le pouvoir. Les Africains représentent 1/3 des travailleurs syndiqués dont le taux de syndicalisation qui était de 6 % ces dernières années ne cesse de croître.

Nous assistons donc à une convergence des intérêts patronaux et de ceux des travailleurs pour la disparition de l'apartheid et la liberté de se syndiquer. Une convergence des plus dangereuses en ce sens qu'elle pourrait masquer l'antagonisme de leurs intérêts de classe. Les risques de récupération sont grands et déjà des organisations pro-gouvernementales s'y emploient.

## LE SYNDICALISME GODILLOT

Il s'agit essentiellement du *South African Council of Labour* (SACLA), organisation afrikander composée des seuls Blancs et qui regroupe 120 000 adhérents ainsi que le *Trade Union Council of South Africa* (TUCSA) regroupant à l'origine Blancs et Metis.

TUCSA reste très étroitement liée aux TUC britanniques et bénéficie d'un soutien important de la part des syndicats américains qui assurent parfois la formation de ses militants et lui apportent une aide financière. C'est la plus grosse confédération sud-africaine avec 370 000 adhérents et elle reste

une pièce maîtresse dans la stratégie de l'impérialisme occidental, pour encadrer et contrôler les travailleurs africains. Face à la montée d'un syndicalisme indépendant, TUCSA a créé des syndicats parallèles spécifiquement noirs et rattachés à la confédération.

Une première brèche dans ce syndicalisme-maison fut ouverte en 1955 avec la création du *South African Congress of Trade Unions* (SACTU), qui allait compter jusqu'à 53 000 adhérents et 46 syndicats en 61. Mais cette organisation de tendance social-démocrate restait étroitement liée à l'ANC dont la direction nationale est aux mains de nationalistes et du PC Sud-Africain. Passée dans la clandestinité en 67 à la suite d'une vague répressive, SACTU n'existe pour ainsi dire plus depuis la fin des années 60 malgré les tentatives répétées de l'ANC et des staliniens pour la présenter comme la seule organisation représentative. En outre, son exil à Londres allait couper définitivement cette organisation de la réalité du pays.

## SYNDICATS INDÉPENDANTS : VERS L'UNITÉ ?

L'ANC et le SACTU ont fini par se rendre à l'évidence : le syndicalisme de classe existe bien mais hors d'eux. Ils ont récemment décidé de lui apporter son soutien. Né de l'agitation ouvrière qui a secoué l'Afrique du Sud en 1973, le nouveau mouvement ouvrier est très jeune et combatif. Il est essentiellement regroupé autour de deux confédérations (FOSATU et CUSA) et de syndicats indépendants comme SAAWU et GAWU. La *Fédération of South African Trade Unions* (FOSATU) regroupe quelques 100 000 membres. Elle est implantée dans la métallurgie à travers le MAWU et l'industrie du papier et du bois avec le PWAUWU. Quant au *Council of Unions of South Africa* (CUSA), il regroupe environ 30 000 travailleurs exclusivement noirs. Les deux syndicats indépendants *South African Allied Workers*

*Union* (SAAWU, implanté dans la région de Durban) et *General and Allied Workers Union* (GAWU, région du Cap), ils regroupent respectivement 80 000 et 20 000 membres.

Ces organisations mènent aujourd'hui d'importantes actions débordant le cadre des luttes strictement économiques et mobilisent les travailleurs sur des thèmes comme le droit de grève, la liberté syndicale, la lutte contre le chômage ou les licenciements. Des grèves sans cesse plus nombreuses dont le chiffre a augmenté de 65 % en 81 par rapport à l'année précédente. Et malgré cette division syndicale, l'unité s'est parfois faite contre la répression. Une division qui vient certes d'une histoire et d'expériences très diverses mais dont le dépassement est à l'ordre du jour. Deux conférences inter-syndicales ont déjà eu lieu, la dernière ayant rassemblé 200 délégués à Johannesburg en avril 82 et dont l'un des promoteurs a payé de sa vie un tel affront (voir encadré). Car nul doute que pour un régime bâti sur l'Apartheid et s'attachant à toujours plus diviser pour mieux régner, il s'agit d'une menace réelle.

L'arme du boycott de l'apartheid est plus que jamais à l'ordre du jour. Les syndicats indépendants ne s'y sont pas trompés qui ont organisé à plusieurs reprises le boycottage de produits pour venir en aide aux travailleurs en grève. Ce fut notamment le cas pour exiger de la confiserie Wilson Rowntree (filiale de la multinationale britannique Rowntree Macintosh) la réembauche des 500 ouvriers licenciés pour fait de grève en février 81, à East-London. Le boycott a atteint la Grande-Bretagne et on envisage de l'étendre en France où la multinationale possède une filiale (à Dijon). De même, un boycott serait envisagé contre les cigarettes du groupe sud-africain Rembrandt (Dunhill, Rothmans, Stuyvesant). Une campagne de sensibilisation et de soutien au niveau international reste sans aucun doute le meilleur moyen aujourd'hui de marquer sa solidarité avec les travailleurs sud-africains.

### LA COUPE DÉBORDE

Le docteur Neil Aggett, secrétaire régional pour le Transvaal du Syndicat des travailleurs africains des conserves (AFCWU) fut trouvé mort dans sa cellule le 5 février 82. Il était détenu par les services de sécurité depuis 4 longs mois, mis au secret, maltraité et torturé.

Son assassinat est doublement symbolique parce qu'il est le premier Blanc sur la liste des 43 prisonniers politiques disparus durant leur détention et parce qu'il était l'un des responsables de l'organisation de la II<sup>e</sup> Conférence unitaire des syndicats qui s'est tenue en avril 82.

Une grève d'une heure, lancée par tous les syndicats indépendants le 11 février dernier, a été suivie par 100 000 travailleurs. Ses funérailles ont donné lieu à la première grande manifestation unitaire qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes.

Contrairement à l'effet escompté, sa mort a renforcé le courant unitaire.

# LE GENDARME SUD-AFRICAIN

**D**EPUIS l'arrivée de Reagan au pouvoir, le rôle dévolu à l'Afrique du Sud dans la région s'est accru. Prétoria s'en donne donc à cœur joie : invasions militaires, pressions économiques, soutien aux mouvements fantoches, interventions des services secrets...

L'AFRIQUE du Sud est devenue une énorme puissance industrielle et militaire avec l'aide des USA et de pays européens (Suisse, Belgique, France, RFA et Grande-Bretagne). Ses réserves en minerais la placent au 1<sup>er</sup> rang mondial pour le platine, l'or et l'antimoine ; au 2<sup>e</sup> rang pour les diamants, le manganèse, le chrome, le vanadium ; au 3<sup>e</sup> rang pour l'uranium (en fait, le premier parmi les pays du monde occidental).

Les investissements US dans le pays remontent à 1890 avec l'installation de Mobil Oil et General Electric, rapidement secondées par Texaco, Gillette et Colgate-Palmolive. Mais c'est surtout au lendemain de la II<sup>e</sup> guerre mondiale et l'officialisation de l'Apartheid que l'Afrique du Sud devient particulièrement intéressante pour les investisseurs étrangers, notamment américains.

## L'ELDORADO DES INVESTISSEMENTS

ARRIVANT juste après la Grande-Bretagne (restée prépondérante en raison de ses liens néo-coloniaux), les investissements US représentent en Afrique du Sud le cinquième des investissements totaux américains à l'étranger. Mais les Etats-Unis sont par contre les premiers partenaires commerciaux du pays. A ce jour, quelques 340 firmes yankees y sont installées et 6 000 font du commerce avec la République Sud-Africaine.

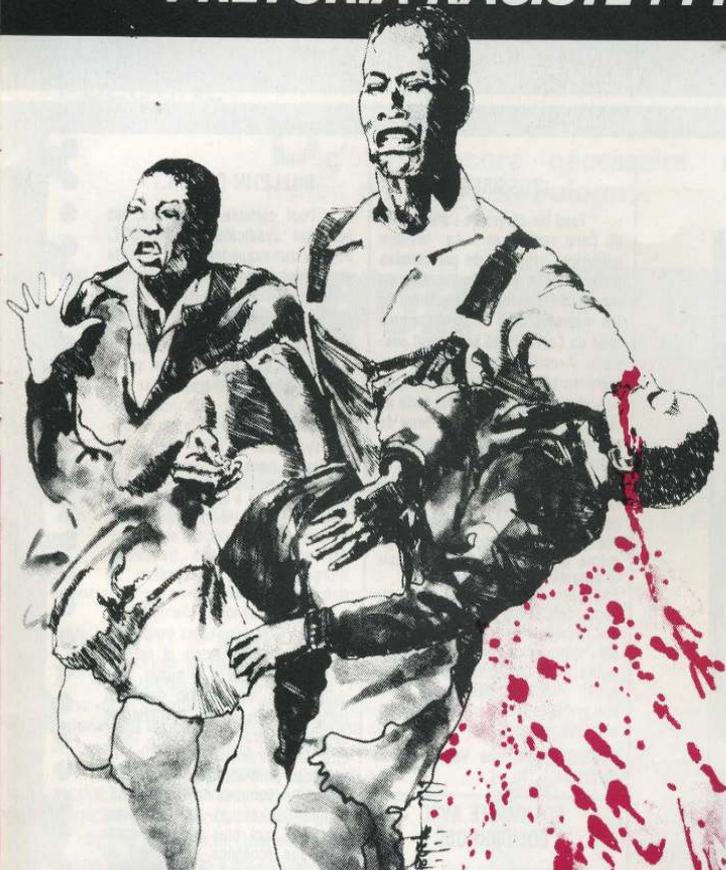
Comme l'écrivait un journal sud-africain, le pays "offre le profit le plus important pour le capital américain investi à l'étranger, mis à part les champs pétrolifères hors des USA".

Les principales firmes américaines ont certes signé le "Code Sullivan", du nom du révérend noir, membre de la direction de General Motors, qui engage les signataires à abolir la ségrégation raciale dans l'embauche et les salaires. Ceci n'a nullement empêché General Motors de mettre en place des plans d'urgence et de s'engager à collaborer avec les autorités racistes en cas de "troubles civils"... Les sociétés yankees justifient leurs relations commerciales en déclarant qu'elles créent ainsi des emplois et poussent le régime à la libéralisation. L'hypocrisie ne peut être plus patente car en fait de "philantropie" une enquête de 78 révélait que 95 % des compagnies US payaient les travailleurs noirs en-dessous du minimum vital officiellement reconnu !

Dès son accession au pouvoir, Reagan devait annoncer la couleur : l'un de ses principaux objectifs est de "mettre fin à l'image négative de l'Afrique du Sud dans le monde et de chercher à lui restituer dans la région sa place de protagoniste légitime". C'est dans cette optique qu'il tente de faire revenir le Congrès sur l'amendement Clark, voté en 76, interdisant à la CIA de soutenir l'organisation pro-sud-africaine UNITA en Angola. C'est aussi pourquoi les Etats-Unis ne cessent



# PRÉTORIA RACISTE ! PRÉTORIA BOYCOTT !



d'opposer leur veto à toute résolution de l'ONU condamnant les incursions sud-africaines dans les pays voisins ou appelant au boycottage du pays. Ainsi, malgré la résolution de l'ONU demandant de cesser toute livraison de pétrole au régime raciste, les firmes Caltex et Mobil développent au contraire les opérations commerciales. Mieux encore : des sociétés signataires du "Code Sullivan" n'ont pas hésité à fournir les ordinateurs nécessaires au fichage et contrôle des déplacements des Noirs et à la tenue à jour de leurs laissez-passer.

## EXPORTER L'APARTHEID

**A**VEC un tel aval yankee, Prétoria a pu aisément se répandre dans la région et y faire régner la terreur. Le cas de la Namibie reste sans conteste le plus significatif.

La Société des Nations avait confié un mandat en 1919 à l'Afrique du Sud sur cette ancienne colonie allemande. Mandat qui fut révoqué en 1966, la Namibie étant dès lors placée sous le contrôle de l'ONU jusqu'à son accession à l'indépendance. Mais c'est sans compter sur le "soutien obligé" de Prétoria à ses "cousins" : 40 000 des 100 000 Blancs de Namibie sont d'origine afrikander. L'Afrique du Sud occupe donc le pays et, depuis l'arrivée du Parti National au pouvoir en 48, y instaure l'apartheid contre 1,3 million de Noirs cantonnés dans 40 % du territoire dans des réserves tribales du type bantoustans.

Dans les négociations avec les Nations Unies et le "groupe de contact" occidental (USA, Canada, RFA, Grande-Bretagne et France), Prétoria tente de jouer en finesse.

Elle semble accepter le processus vers l'indépendance de la Namibie, mais parallèlement elle renforce sa présence en envoyant de nouvelles troupes sud-africaines sur le terrain et en impulsant la création d'organisations fantoches à opposer à la SWAPO (South West African People's Organisation) reconnue par l'ONU comme le seul légitime représentant du peuple namibien.

Une place particulière dans ces manœuvres revient à la DTA (Democratic Turnhalle Alliance) créée en 74 par des Blancs et cautionnée par quelques chefs tribaux. L'Afrique du Sud a ainsi pu organiser en 78 des élections pour une "assemblée législative", remportées évidemment par la DTA et qui ne furent reconnues que par Prétoria. Mais devant l'incapacité de cette organisation à acquérir un minimum de représentativité, le régime raciste a remis le pouvoir à un administrateur général sud-africain. Le dernier promu à ce poste, Van Niekerk, souhaiterait aujourd'hui convoquer une nouvelle farce électorale en vue de nommer 50 des 72 membres du "comité constitutionnel".

Pour les Etats-Unis, la Namibie représente un enjeu certain. Ce pays est le premier au monde en réserves de diamants ; le second pour le plomb ; le troisième pour l'uranium. La Namibie aurait donc une place de choix dans l'espace régional stratégique que les yankees souhaiteraient constituer dans la corne sud de l'Afrique. C'est ce qui explique le "lien" qu'ils s'obstinent à vouloir établir entre l'accession de la Namibie à l'indépendance et le départ des Cubains d'Angola. Un "lien" qui coïncide avec les intentions de Prétoria de contraindre l'Angola à se débarrasser des Cubains et à céder une parcelle du pou-

voir à l'organisation pro-sud-africaine UNITA. Pour l'heure, la présence des troupes de Prétoria empêche l'accession au pouvoir de la SWAPO tout en rendant possible une aide logistique à l'UNITA dont les bases essentielles se trouvent au sud de l'Angola, près de la frontière namibienne.

## DES INCURSIONS TOUT AZIMUT

**L**E gendarme sud-africain multiplie les opérations dans la région pour la déstabiliser au maximum et rester le seul maître de la corne sud.

Dans ses propres frontières, tout d'abord, ou parallèlement à l'apartheid et à une répression du mouvement syndical non-racial, la chasse est donnée à l'organisation politico-militaire ANC (Congrès National Africain). Il y a, officiellement, 4 assassinats par semaine et aujourd'hui neuf membres de l'ANC attendent leur exécution pour "terrorisme".

Mais la chasse à l'ANC offre un alibi pour l'incursion dans certains pays voisins. Au Mozambique, dont l'économie est très dépendante de l'Afrique du Sud, on menace de sanctions économiques et d'intervention militaire si le gouvernement ne neutralise pas les réfugiés de l'ANC. Au Lesotho où, après maintes pressions, les troupes de Prétoria ont monté une intervention contre les bases de l'ANC en décembre dernier. Cette invasion a coûté la vie à 37 réfugiés sud-africains. Au Swaziland où les attentats contre les dirigeants exilés de l'ANC tendent à se multiplier.

La chasse à la SWAPO namibienne sert de prétexte aux incursions en territoire anglais dont le sud est désormais contrôlé directement par l'armée sud-africaine.

Parallèlement à ces interventions directes, Prétoria soutient les mouvements fantoches qu'elle a contribué à lancer quand elle ne les a pas créés de toute pièce. C'est, nous l'avons vu, l'UNITA en Angola. Mais aussi la Résistance Nationale du Mozambique (MNR) qui paralyse périodiquement les voies ferrées ou l'oléoduc à destination du Zimbabwe ; l'Armée de Libération du Lesotho (ALM) qui a organisé l'embuscade ayant coûté la vie au ministre des travaux publics ; le ZIPRA au Zimbabwe qui tente de renverser le gouvernement afin de prouver qu'un "gouvernement de noirs marxistes" est opérant. Quant à la Zambie, on l'atteint par pays interposés : les attentats de RNM contre la voie ferrée de Beira, de l'UNITA contre celle de Benguela, de la ZIPRA contre celle de Gwelo contribuent à isoler le pays et à faire céder le gouvernement face aux exigences du capital sud-africain fortement investi dans le pays, notamment dans les mines de cuivre.

Enfin, à l'occasion, on fait intervenir les services secrets sud-africains (DONS). Ce fut le cas en août dernier pour l'assassinat, par lettre piégée, de l'avocate membre de l'ANC réfugiée au Mozambique. Ce fut également le cas lors de la tentative de putsch aux Seychelles en novembre 81. Aujourd'hui, deux journalistes sud-africain qui avaient révélé l'implication du DONS dans ce putsch sont inculpés en vertu de la loi sur la presse de 1956 qui interdit de révéler des "secrets officiels". Ils sont passibles de 10 ans de prison...

# VU ET REVUES



## INFORMATIONS ET REFLEXIONS LIBERTAIRES

"Si la tendance anarchiste devient plus qu'une tendance, mais vraiment un courant puissant et impressionnant, nous allons être obligés de présenter une analyse anti-étatique et anti-militariste beaucoup plus profonde que celle des marxistes ou des sociaux-démocrates, ainsi qu'un plan de contestation de la société et de ses institutions autoritaires (...). Le fait est que l'histoire se déroule et que nous en faisons le commentaire sans intervenir. Il faut renverser ce rapport".

Tel est l'avis de Dimitri Roussopoulos, rédacteur de la revue libertaire canadienne "OUR GENERATION" et secrétaire de l'"ANARCHOS INSTITUTE", dont I.R.L. (Informations et réflexions libertaires) publie une longue interview. Dans cet excellent et dynamique n° 50 du journal lyonnais on trouve aussi : Hérnu ça va rire, Pacifisme et mouvements alternatifs en R.F.A., la Bulgarie et le Tiers-Monde, et une interview du chanteur libertaire Serge Utge-Royo...

"I.R.L.", c/o ACLR, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 LYON.

## URUGUAY-INFORMATIONS

"Dans une conférence de presse donnée dans la ville de Salto le 2 mars dernier, le ministre de l'Intérieur, le général Trinidad, a déclaré qu'il n'était pas encore question d'interdire des spectacles du "Chant Populaire", mais que ce mouvement allait être étroitement surveillé car personne ne veut revoir, a-t-il affirmé, des activités qui menacent "l'ordre interne et la paix sociale". Face au "chant populaire", le général va mener une action préventive. Il est chaleureusement soutenu dans cette opération par le quotidien de la secte Moon "Ultimas Noticias" qui, dans un éditorial, se livre à une violente attaque contre les chanteurs uruguayens les plus populaires avant 1973, aujourd'hui exilés, Daniel Viglietti, Alfredo Zitarrosa, "el Sabalero".

Régulièrement, le petit bulletin "URUGUAY INFORMATIONS" offre à la lecture les dernières nouvelles économiques, sociales, politiques et culturelles de ce pays en butte à la répression et à la dictature, indispensable document de réflexion, de travail et de militantisme. URUGUAY INFORMATIONS : 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

## POSSIBLE

"Tous les otages de l'affaire dite du Coral sont libres... La "victoire judiciaire" revendiquée par certains militants nous paraît fort maigre en regard de l'immense défaite subie du fait même qu'une "affaire" comme celle du Coral ait été seulement possible. A cette occasion, s'est instauré un climat d'ordre moral et de chasse aux sorcières dont le texte de la circulaire Dufoix sur les lieux de vie est une traduction immédiate". Et ce dernier numéro paru de "POSSIBLE" s'attache à analyser la reculade constituée par la parution de cette circulaire gouvernementale. Pour les rédacteurs, "il ne s'agit même plus de récupération, mais d'épuration et de normalisation". Engageant le débat même avec certains défenseurs ou "praticiens" des lieux de vie, le nouveau "Possible" retrouve une verve et une nervosité d'écriture vivifiantes. A lire aussi : Attention, passages à l'acte non protégés, et un article sur l'excision des femmes.

POSSIBLE, 14, rue Véron, 75018 Paris.

## SOLIDARITÉ AVEC SOLIDARNOSC

"Prétextant que tous les hommes adultes ayant effectué autrefois leur service sont considérés comme réservistes, les autorités polonaises déploient depuis plusieurs mois une forme particulièrement sordide de répression, les internements forcés dans l'armée. Tout indique que cette pratique, le plus souvent dirigée contre des ouvriers et à grande échelle, est appelée à continuer en 1983. On évalue à une douzaine les centres où sont ainsi enrôlés pour quelques mois des syndicalistes".

Les autorités polonaises ne manquent pas d'imagination dans la sornioiserie répressive et il importe que notre silence ne retombe pas sur le mouvement social polonais. C'est à cela que s'attache le mensuel des comités "Solidarité avec Solidarnosc". On y trouve les informations nécessaires à l'action solidaire, ainsi que le compte rendu détaillé des activités des comités de soutien français.

"SOLIDARITÉ AVEC SOLIDARNOSC", 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.



## BULLETIN DU S.A.T.

"Pour certains travailleurs, les centrales syndicales (CFDT, CGT, FO) ne correspondent plus à leurs aspirations. Ces syndicats sont centralisés, hiérarchisés. Ce mode de fonctionnement se traduit par le non-respect des décisions des adhérents et travailleurs de la base. Les ordres sont pris d'en-haut et se font appliquer à la base. L'adhérent n'est plus qu'un cotisant et une masse de manœuvre au profit de la bureaucratie syndicale. D'autre part, ces syndicats sont les courroies de transmission de partis politiques (PC, PS). Face à ce fonctionnement où l'adhérent n'est qu'un pion, où il ne peut réfléchir, décider et se prendre en charge, des travailleurs s'organisent dans un syndicat : le S.A.T."

Ainsi le Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs des centres de tri PTT du Rhône existe et se bat, depuis octobre 1978. Il publie, irrégulièrement, un bulletin qui rend compte de ses luttes. A travers le dernier numéro s'esquissent, peut-être, des coordinations avec d'autres syndicats différents qui ont pour nom le S.D.B. (Banques Paris), le S.L.T. (Usinor-Dunkerque). De telles coordinations sont plus qu'une nécessité, une échéance. Egalement au sommaire : Travail de nuit et santé, Pas d'armée à l'école, l'avenir des PTT et le Journal du Transbordement.

S.A.T., 34, rue Bancel, 69007 LYON.



Page réalisée par Lily Marlène.

# SANS FRONTIERES

POLOGNE

**D**EUX jours de manifestations ont montré, si c'était encore nécessaire, que Solidarność n'était pas mort en Pologne.

## LE RETOUR DU PRINTEMPS

**A**L'APPEL de la T.K.K. (Commission nationale provisoire), des milliers de personnes ont manifesté le 1<sup>er</sup> mai dans une vingtaine de villes. Partout, et notamment en Basse-Silésie, les heurts avec les zomos ont été assez violents. A Nowa Huta, la liste des victimes du pouvoir s'est encore allongée : un ouvrier a été tué d'une grenade tirée à tir tendu. Dans les grandes villes comme Varsovie et Gdansk, aux interpellations traditionnelles s'est ajoutée l'utilisation des lances d'eau colorée destinée à repérer, dès le lendemain, dans les entreprises, les manifestants de la veille.

Le 3 mai, alors que la T.K.K. n'avait pas appelé à commémorer l'anniversaire de la constitution de 1791, le même processus se répétait : après l'office religieux, la foule s'assemblait sur les places puis était dispersée plus ou moins violemment par les diverses forces de police. Ces manifestations ont montré la fragilité du consensus créé par la force lors du coup d'Etat. Elles ont aussi permis à Solidarność de reprendre sa place sur l'échiquier politique polonais.

En effet, depuis l'échec retentissant de son appel à la grève, en novembre dernier, le syndicat semblait en perte de vitesse et l'on pouvait croire que la clandestinité, à la longue, aurait raison de lui. Le pouvoir, pendant ce temps, se stabilisait et pouvait penser, à juste titre, que le temps jouait en sa faveur.

### Le temps : instrument du pouvoir

**Q**UELQUES mois de répit, l'hiver en somme, ont permis à l'Etat de trouver une meilleure assise. Fort de l'assistance soviétique, des tergiversations de Solidarność et de l'impasse économique du pays, le WRON (Conseil militaire de salut public, créé au moment du coup d'Etat) a accru sa crédibilité. Son assise politique et sociale, fruit de la répression et de la misère, n'est certes pas construite sur un enthousiasme populaire, mais elle est aujourd'hui confortable. Le POUP reste marginalisé en tant que tel mais le PRON ("Mouvement patriotique de renaissance nationale") peu à peu supplée le parti.



Certes, ce n'est qu'un cartel d'organisations politiques et syndicales mis en place après le coup d'Etat, mais son premier congrès, auquel les médias polonaises ont donné un

large écho, a prouvé son existence. Au sein de l'Etat, depuis le mois de mars, le pouvoir de l'armée s'est affirmé, et, c'est avec le plaisir qu'on imagine, que Jaruzelski a pu faire

## sans frontières

défiler ses troupes le 1<sup>er</sup> mai. Cependant, les slogans et les cris fusant des rues avoisinantes ont montré aussi au pouvoir que sa marge de manœuvre restait limitée. La prochaine visite du pape, à la mi-juin, est une autre carte entre les mains du pouvoir, mais surtout face aux occidentaux. En Pologne même, il n'est pas évident que la venue de Jean-Paul II puisse changer beaucoup les données politiques du problème.

Il est sûr cependant que cette relative stabilité qu'a connue la classe dirigeante pendant quelque temps, explique en partie le fait que les affrontements des derniers jours n'aient pas été plus sanglants. Le bilan de la période de "l'état de guerre", publié récemment par Solidarność prouve la même chose : 10 131 personnes internées, 30 000 condamnés, plus 1 500 pour faits politiques, 60 000 enfin contraints de payer des amendes pour avoir participé à des manifestations. S'ajoute à ceci la répression quotidienne dans les entreprises : mutations, licenciements, etc.

Mais cette relative clémence du pouvoir est aussi le reflet de la faiblesse de Solidarność.

### La traversée du désert de Solidarność

**D**ÈS novembre dernier, les problèmes qui traversaient le syndicat clandestin éclatèrent au grand jour. Les arrestations (Frasyniuk, Bednarz...) et les conflits politiques internes contribuèrent au démantèlement de l'organisation à Poznan, Bialystok, Wrocław. La libération de Walesa n'apporta aucun éclaircissement puisque le leader charismatique sembla, pendant un temps très long, faire cavalier seul.

À l'intérieur de la T.K.K., des courants divers s'opposaient. Toute la clandestinité n'analysait pas de la même façon l'état de la mobilisation dans le pays. Pour les uns, la population, quoique en recul, restait prête à en découdre avec le pouvoir. Les partisans de "pression continue" préconisaient donc les grèves, les manifestations sporadiques mais constantes. Certains, dans ce groupe, optaient pour une préparation plus lente mais plus efficace à une grève générale. C'est sur ces bases que "Solidarité combattante" agit aujourd'hui, semble-t-il, en Basse-Silésie.

Les partisans de la seconde tendance sont plus nombreux. Pour eux, l'opposition est en net recul. Partisans depuis longtemps de la fameuse "entente"; ils préconisent aujourd'hui l'idée d'amener le pouvoir au compromis. Visant « l'isolement et l'affaiblissement du pouvoir par l'auto-organisation de la société », ils mirent en place des structures cherchant à promouvoir une "société clandestine". Les KOS (comités de résistance sociale) mirent ainsi sur pied un réseau clandestin d'information, de presse, d'édition, etc. C'est à ce courant que se rattachent aujourd'hui des gens comme Bujak, Michnik, Walesa. La T.K.K. semble évoluer, majoritairement, dans le même schéma, estimant, par ailleurs, que « le principe du boycottage (des conseils d'autogestion mis en place dans les entreprises par le pouvoir) doit être appliqué de façon sélective ».

Mais désormais, la T.K.K. semble ressoudée. Elle regroupe quatre grandes régions (Varsovie, Gdansk, Cracovie et, dans une certaine mesure, Wrocław). Les autres courants de Solidarność sont minoritaires même



si, dans certaines régions, ils sont influents. Tel est le cas de la II<sup>e</sup> T.K.K., qui regroupe cinquante entreprises, ou du comité de défense inter-régional (MKO) qui réunit 14 coordinations régionales inter-entreprises.

Walesa, porte-parole de la T.K.K., a contribué à marginaliser ces courants minoritaires, tout en redonnant vie à Solidarność. Pour lui, comme pour le syndicat, un tournant est pris : « Le pouvoir communiste et la nation sont présentement condamnés à cohabiter... Il faut donc convaincre le pouvoir... à rechercher avec la nation un compromis même s'il n'est pas parfait » ("Solidarność" Gdansk n° 19).

### La grève générale pour Solidarność,

aujourd'hui, n'est pas à l'ordre du jour. Mais il lui semble possible d'imposer au pouvoir les acquis d'août 80. Les foules qui ont manifesté les 1 et 3 mai montrent combien elles partagent cette volonté. La T.K.K. a, sans nul doute, enregistré la force accrue de l'Etat. Elle doit donc rechercher des alliés, même dans les coulisses du gouvernement. L'Eglise, qui a désormais une place privilégiée en Pologne, fera tout pour la garder et n'acceptera pas de se compromettre avant la venue du pape. Les appuis possibles pour le syndicat clandestin sont donc ailleurs, parmi ceux que l'on pourrait appeler "les mécontents de droite".

C'est donc dans cette direction qu'un "joli coup" a été tenté et réussi. Le 6 mai, Solidarność a écrit à la Diète polonaise pour demander la libération des prisonniers politiques et syndicaux, la réintégration des licenciés pour faits de grève ou de manifestation, enfin le rétablissement du pluralisme syndical qui n'est prévu que pour 1985. D'une part la lettre, au passage, reprend les demandes de l'Episcopat, mais surtout elle est contresignée par les représentants de syndicats liés au pouvoir mais dissous par la loi d'octobre 82.

Le rapport de force, en Pologne, ne sera certes pas modifié en profondeur, par cette lettre mais le front du refus s'est élargi. Soutenu par une large fraction de la population et par la grande masse des travailleurs, ce front ne peut que s'étendre. Les derniers événements, de Nowa Huta notamment, semblent même prouver que bon nombre de travailleurs sont prêts à aller plus loin. Et c'est ce que Moscou craint le plus. Le "socialisme réel" n'a pas hésité à le rappeler récemment.

Violette MARCOS

### PÉTITION

Les Comités de soutien à Solidarność en France ont lancé une pétition, non seulement pour rappeler que ce qui se passe en Pologne concerne tous les travailleurs, mais pour dénoncer les procès politiques qui touchent de plus en plus de militants. La pétition, même limitée, est une façon de percer le mur du silence qui entoure la Pologne et qui ne se fissure que lorsqu'il y a mort d'homme. (Solidarité avec Solidarność, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris).



### CAMPAGNE DE SOUTIEN

Propositions pour la mise en place d'une campagne d'aide libertaire aux luttes dans les Pays de l'Est.

Iztok et le Collectif libertaire de Lausanne viennent de publier des textes sur des expériences pratiques des groupes ou des individus qui ont déjà participé au mouvement de soutien à la Pologne ou à d'autres pays de l'Est. Ils envisagent de servir de coordination pour les contacts... et d'organiser une réunion internationale où seront élaborés les bases politiques et les modalités pratiques de la campagne. Pour tous contacts : Izток, 26, rue Piat, 75020 Paris, ou Collectif libertaire c/o Librairie La Cause du Peuple, 4, rue du Petit Rocher, 1004 Lausanne, Suisse.



# LE CHANTAGE DES MILITAIRES

**L**ES militaires argentins se disent prêts à passer la main. Ils ont même fixé les échéances de retour à un pouvoir civil. Mais à un prix très lourd et à des conditions draconiennes. Si les multinationales, l'oligarchie et les politiciens compromis sont disposés à jouer, malgré tout, ce jeu truqué, il reste une opposition de taille : le peuple argentin lui-même.

LORS du coup d'Etat, la dictature militaire avait lancé un programme économique monétariste qui a duré jusqu'à la défaite des Malouines, le 2 avril 82. Ce qui avait pompeusement été baptisé "Processus de réorganisation nationale" a abouti à un échec fracassant. L'effondrement du modèle économique ultra-libéral a fait d'un pays riche un pays pauvre, et a imposé la faim dans ce qui était le "grenier du monde". Mais, bien sûr, pas la faim pour tout le monde...

## LE COROLLAIRE REPRESSIF

DÈS 81 des scandales financiers éclatent. Une nouvelle élite capitaliste, protégée par les militaires, s'emploie à piller le pays. La politique mise en place profite d'abord aux spéculateurs financiers et à l'oligarchie terrienne la plus réactionnaire. Des liens d'intérêt unissent les militaires et cette oligarchie en établissant un pont entre celle-ci et les multinationales. L'exemple sans doute le plus frappant est celui de l'ex-ministre de l'économie, Martinez de Hoz, propriétaire de 800 000 hectares, représentant des banques Rockefeller et Morgan, membre du groupe Acindar-Bracht-Roberts, et présent dans une série d'autres entreprises multinationales.

Résultat de toutes ces alliances : une inflation qui monte jusqu'à 200 % et une dette extérieure qui passe de 6 milliards de dollars en 76 à plus de 40 en 82 ! Faut dire qu'au passage, pas mal de magouilles ont gonflé des proches privées...

Mais le modèle monétariste a aussi pour corollaire la répression syndicale, une paix sociale imposée par la force, la réduction du pouvoir d'achat et le chômage. Depuis le coup d'Etat, le salaire réel a baissé d'au

moins 50 %. Un ouvrier spécialisé gagne environ 50 dollars mensuels, alors, que de l'avis mêmes des statistiques officielles, il faudrait 124 dollars pour respecter un seuil de "décence". Aux usines Renault de Cordoba qui emploient 8 000 ouvriers, ceux-ci gagnent dix fois moins qu'à Billancourt.

La crise est là et l'industrie ne tourne qu'à 55 % de sa capacité. Malgré les deux millions d'exilés, on compte en Argentine 2 millions de chômeurs pour une population de 30 millions. Et, en plus, pas d'allocation chômage et pas de protections sociales... La misère s'installe : dans les quartiers populaires, les paroisses distribuent de la nourriture gratuite.

## QUAND LA BASE AIGUILLONNE LES SOMMETS

L'INTERDICTION, plus ou moins maintenue, des organisations syndicales et du droit de grève, n'a évidemment pas empêché les luttes. Les syndicats se sont reconstitués autour de trois forces essentielles : la CGT-Azopardo, modérée et collaborationniste ; la CGT-Brazil, plus combattive ; et, enfin, les "non-alignés".

Quant aux luttes, elles ont repris, malgré l'obstacle répressif, dès la fin 77. En 81, on a pu compter jusqu'à une grève par jour ! A la suite de la mort de deux personnes au cours d'une manif appelée en décembre 82 par tous les partis politiques, le 6 du même mois, malgré la division syndicale, une grève générale paralysera le pays. Mais, toutes ces luttes sont le plus souvent dues à la pression de la base et elles se déroulent parfois contre la volonté des responsables syndicaux.

Car, le fossé entre la population et les militaires n'a cessé de s'agrandir. Un anti-



militarisme croissant (doublé d'ailleurs de nationalisme), une haine de l'impérialisme américain et britannique soulignent les trois événements qui ne sont pas prêts d'être pardonnés aux militaires. D'abord, les 30 000

disparus de la "guerre sale" de 76 à 78 ; ensuite la défaite des Malouines et ses centaines de morts, enfin, la corruption généralisée. Face aux échecs, les militaires sont prêts à passer le relais, mais à des conditions draconiennes. En fait ils ne sont disposés qu'à laisser gérer par d'autres la crise dans laquelle ils ont enfoncé le pays. Le général-président Bignone a annoncé des élections pour le 30 octobre et la remise du pouvoir aux civils pour le 30 janvier 84.

### NORMALISATION DANS LA CONTINUITÉ

**A**CETTE transition, les militaires posent trois conditions : 1) pas d'enquêtes sur les responsabilités dans la guerre des Malouines ; 2) loi de l'oubli sur les disparus ; 3) la sécurité natio-

nale (et donc la répression) reste le domaine de l'armée. En fait, un pouvoir civil restant sous tutelle militaire !

Les partis politiques, aux vieux leaders compromis, viennent d'être réautorisés et naviguent à vue entre la collaboration et l'opposition modérée. Regroupés au sein de la "Multipartidaria" ils savent que leur marge de manœuvre est des plus étroites et qu'en définitive le F.M.I. dictera sa loi. Le choix était entre des transformations fondamentales économiques et politiques et la "normalisation dans la continuité". C'est la deuxième voie qui semble avoir été choisie. Pour le comprendre, il faut rappeler que le 2 avril, mise à part l'aile gauche du parti radical, la plupart des partis ont approuvé l'aventure militaire, de la même façon que le Parti communiste avait à l'époque soutenu Videla.

Que peut donc valoir une pseudo-démocratisation patronnée par l'armée, les Etats-Unis et l'oligarchie locale ? Que peut valoir un retour au pouvoir civil qui ne résulte pas de luttes populaires, mais d'un constat d'échec dressé par les généraux eux-mêmes ?

Les seules à avoir sauvé l'honneur de l'opposition furent les "folles de la Place de Mai". Contre les politiciens, elles affirment aujourd'hui : "Ni oubli, ni amnistie". Avec elles, les mouvements des droits de l'homme et quelques franges politiques et syndicales, sont les seules oppositions à refuser un compromis avec le pouvoir des militaires et à se méfier des partis reconstitués. Le peuple argentin est, lui, visiblement à gauche de ses organisations.

Hervé FAVREAUD

## CHILI

# LE SOUFFLE DE LA RÉVOLTE

**A**U lendemain du sanglant coup d'Etat de septembre 73, tout semblait bien se passer au plan économique pour la junte militaire et les classes moyennes qui l'avaient applaudie. Sous l'influence des thèses monétaristes des *Chicago boys*, on avait largement ouvert les frontières aux capitaux étrangers ainsi qu'aux multinationales américaines. Le taux d'inflation de 1 000 % en 73 allait être ramené à 10 % et les discours patriotiques et nationalistes de Pinochet s'accommodaient fort bien d'un bradage de pans entiers de l'économie chilienne aux secteurs privés. A titre d'exemple, les plantations de canne à sucre qui avaient coûté 38 millions de dollars à l'Etat étaient cédées pour 3 millions... Les classes moyennes allaient enfin pouvoir accéder à la "société de consommation" et tirer le maximum de profits d'un boom économique sur le dos des travailleurs.

Mais des signes inquiétants se firent jour vers la fin 81 et la crise éclatait ouvertement l'année suivante. Le chômage resté à 14 % et touchant les secteurs ouvriers montait brus-

quement à 25 % officiellement sous l'effet des dépôts de bilans et de faillites. La dévaluation du peso empêchait d'éponger les dettes des entreprises et les versements obligés de biens achetés à crédit. La dette extérieure atteignait 16 milliards de dollars, l'inflation dépassait les 20 %, les salaires réels étaient inférieurs à ceux de 73. La base sociale du régime était frappée de plein fouet, à son tour.

Ainsi, au lendemain des manifestations appelées en décembre 82 par les syndicats et organisations de gauche, la répression frappait les travailleurs des "poblaciones" (bidonvilles) où 1 500 personnes furent interpellées et regroupées dans un camp, deux dirigeants syndicaux étaient expatriés mais aussi le président de l'association patronale des producteurs de blé.

L'appel à un vaste mouvement de "protestation civique" lancé pour le 11 mai dernier a été largement suivi. Des milliers de travailleurs se sont manifestés, deux personnes ont été abattues dans une "poblacion", il y a eu

des dizaines de blessés et plusieurs centaines d'arrestations. Un mouvement auquel se sont également joints des commerçants, des avocats et les étudiants tandis que dans le quartier chic ces dames faisaient entendre leurs fameux "bruits de casseroles" sans être toutefois inquiétées le moins du monde.

La junte sait reconnaître les siens. Si d'énormes rafles ont été organisées le 14 mai dans les bidonvilles, regroupant des milliers de travailleurs dans les stades, les autorités engagent par contre des discussions avec les représentants syndicaux de la démocratie chrétienne et du patronat.

Pinochet qui affirme vouloir rester au pouvoir jusqu'en 1989 afin de conduire la "période de transition vers la démocratie" continue donc de manier avec adresse la carotte en direction des classes moyennes et le bâton pour les travailleurs. Mais pourra-t-il rester encore longtemps au pouvoir à la force de la seule répression de classe ?

Juan Hernandez



## SUBTILITÉS

# LES BRAS ARMÉS DE L'ONCLE SAM



**L**E Conseil atlantique ne s'était pas réuni à Paris depuis la sortie de la France de l'organisation militaire intégrée, il y a 17 ans. La réunion, dans la capitale française, les 8 et 9 juin, des 16 ministres des affaires étrangères ou chefs d'Etats des pays membres de l'Alliance, concrétise le rapprochement dangereux entamé entre la France henucléaire et les Etats-Unis de Reagan-la-Guerre.

**1949** le blocus de Berlin Ouest a marqué l'année précédente, c'est l'époque de la "guerre froide". 12 pays occidentaux signent, le 4 avril, le traité de Washington. La Grèce et la Turquie les rejoignent en 1951, la RFA en 1954. Couvrant un champ géographique limité et prévoyant une consultation pouvant déboucher sur une assistance mutuelle, l'Alliance atlantique n'impose, à l'origine, que des obligations relativement restreintes aux pays signataires. Du traité de l'Atlantique Nord à l'Organisation de ce même traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.), le glissement s'effectue rapidement : deux types d'organes, militaires et civils, sont progressivement mis en place à partir des années 1951-1952 (guerre de Corée).

Projection du traité, l'organisation qui en découle déploie toute une série d'infrastructures, d'administrations et de services théoriquement sous l'autorité des Etats parties au

traité. Placés sous la protection du parapluie nucléaire de l'Oncle Sam, les pays capitalistes occidentaux font, de fait, les frais d'un protectorat militaire américain. Pacte militaire favorisant la pénétration idéologique et économique des Etats-Unis en Europe, l'OTAN se transforme dès 1956 pour devenir, sans fondement juridique ni ratification parlementaire, un véritable pouvoir supranational d'obédience US : les bases d'une communauté politique, économique et culturelle atlantique sont dès lors posées. Pactisant avec Salazar, soutenant Franco, l'OTAN tend à fonctionner, sous couvert de défense du "monde libre", comme un instrument politique de contrôle des mouvements sociaux. Restauration de bourgeoisie nationales, "pressions" visant au maintien de régimes politiques conformes aux intérêts américains, l'OTAN sert au fond — comme, de son côté, le Pacte de Varsovie — à préserver le statu quo intérieur au bloc dont elle constitue le dispositif militaire.



## QUEL DÉSENGAGEMENT ?

**7** mars 1966 : le général De Gaulle informe le président Johnson de sa décision de quitter les commandements intégrés de l'OTAN. Crainte d'être entraîné, hors d'Europe, dans une guerre contre sa volonté ? Opposition entre la doctrine américaine de la "riposte graduée" et la stratégie française "anti-cités" ? Désir d'échapper à l'hégémonie US avec l'armement nucléaire qu'il met alors en place ? L'URSS dispose désormais de forces nucléaires croissantes, le parapluie américain peut devenir paratonnerre et il y a un peu de tout cela dans ce qui s'affiche comme une affirmation de l'indépendance nationale.

Dès 1967, les troupes nord-américaines stationnées en France quittent le territoire. Le quartier général de l'OTAN est transféré à Bruxelles tandis que la plupart de ses installations fixes sont redéployées hors de l'Hexagone. Désormais, l'emploi des forces armées françaises ne dépend plus des décisions prises par l'OTAN. La France continue à siéger au Conseil atlantique mais sans faire partie de ses comités spécialisés en matière de défense. Est-à-dire qu'elle a purement et simplement quitté l'OTAN ?

La politique de grandeur gaulliste a beau mettre l'accent sur la sortie du système de défense intégré, l'indépendance proclamée a, dans les faits, un caractère formel sinon mythique. Dès 1967, des accords de coopération, en temps de paix comme en temps de crise, sont conclus entre les forces alliées et les armées françaises qui manœuvrent régulièrement en commun, comme autrefois. Les représentants français sont absents lorsque le Conseil atlantique traite de problèmes militaires mais la France n'en reste pas moins présente dans toute une série d'organismes techniques et autres agences de l'OTAN : elle participe, en tant qu'observateur, à des groupes de travail ("Eurocom", dans le système des transmissions tactiques, "Euroland", spécialisé dans les systèmes d'atterrissage d'avion, par ex.). Elle assiste aux travaux du secrétariat international en matière de coopération d'armements classiques de même qu'elle est active au sein de la Conférence semestrielle des directeurs nationaux des armements. Construction de matériels militaires en coopération, achats d'équipements de conception américaine, maintien des troupes françaises en RFA, échange de rensei-

gnements et surveillance de la méditerranée menée conjointement avec les USA, l'appareil militaire français demeure organisé en liaison avec celui de ses alliés. Mieux même, son armement atomique, fer de lance de son "indépendance", est complètement dépendant du réseau NADGE (surveillance radar à longue distance) sans lequel les missiles français seraient aveugles.

De Gaulle entendait qu'il ne soit donné aucune publicité aux liaisons et missions techniques auprès de l'OTAN, ce qui a longtemps contribué à nourrir quelques illusions. La discrétion et l'hypocrisie ont pourtant fait long feu pour céder la place, sous le règne de Giscard, à une collaboration à visage découvert. Le dispositif nucléaire français n'avait jamais été conçu et développé qu'en fonction d'un seul adversaire, dirigé que vers un seul type d'objectif : les villes soviétiques. Les velléités de défense "tous azimuts" chères au général Ailleret n'en étaient restées, quant à elles, qu'au stade de la réflexion.

### LE DOUBLE JEU SOCIALISTE

VIEL héritage de la SFIO, traditionnellement pro-américaine parce qu'anti-soviétique d'un côté, accents gaulliens de l'autre, la politique extérieure du gouvernement socialiste s'est, à plusieurs reprises, attirée les félicitations des dirigeants américains. Au-delà de la concurrence économique, le raidissement à l'égard de Moscou va en effet de pair avec un atlantisme de plus en plus prononcé. Désireux de rassurer le grand frère US sur la présence de quelques ministres communistes au gouvernement, les socialistes en font assurément trop. Henu se proclame "le partenaire loyal de l'Alliance" et Claude Cheysson y va de cet aveu dénué d'humour : "Nous appartenons à l'Alliance atlantique parce que nous avons la même conception du monde, de l'homme, de la société, de la liberté et de l'économie" (sic).

Mitterrand qui avait, en 1966, critiqué en des termes très vifs la décision de De Gaulle de sortir du commandement intégré (il était alors, il est vrai, opposé à l'arme nucléaire et donc à la dissémination), n'envisage pas, pour l'heure, de réintégrer l'OTAN. Deux positions cohabitent même au sein du gouvernement : celle de Mauroy, qui évoque volontiers la perspective d'une défense européenne dans laquelle l'armement nucléaire français prendrait toute sa place ; et celle d'Henu, plus gaulliste, mais qui privilégie la modernisation de l'armée de terre. Loin de promouvoir une politique de non-alignement, les deux discours induisent des orientations convergentes qui confortent l'infamante logique de la course aux armements : renforcement des missiles stratégiques (7<sup>e</sup> sous-marin nucléaire et fusées du plateau d'Albion) d'un côté ; préparation de nouvelles armes du champ de bataille (missile Hadès, bombes à neutrons et forces d'intervention rapides dotées d'hélicoptères anti-char) à même de se porter au plus vite aux frontières orientales de la RFA, de l'autre.

Il ne s'agit certes pas pour le pouvoir de se rallier à la thèse de la "bataille de l'avant" (selon laquelle l'armée française occuperait automatiquement un "créneau" sur le front atlantique) vantée autrefois par le chef

d'état-major de Giscard. Mais, tirant parti des progrès technologiques, le gouvernement socialiste se prépare désormais à mettre son armée en situation d'intervenir, à l'avant du dispositif allié en Centre-Europe, dès le déclenchement d'un conflit. La protection nucléaire du "sanctuaire" national (doctrine gaulliste de la dissuasion) coexiste dès lors avec un alignement sans retenue sur la politique de défense américaine en Europe : Mitterrand se rend à Bonn pour presser les Allemands d'accepter la militarisation de leur territoire par les nouveaux missiles européens. Qu'importe maintenant aux hommes du Pentagone que le potentiel militaire français soit intégré ou non, puisqu'il apparaît de plus en plus clairement comme complémentaire du dispositif de l'OTAN.

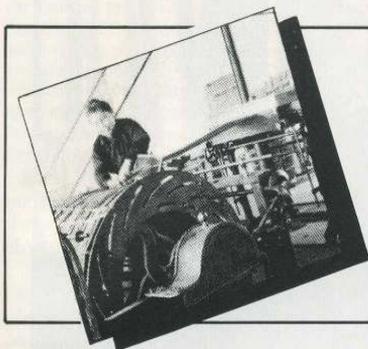
Le secrétaire général de l'OTAN, Joseph Luns, peut d'ailleurs se déclarer "très favorablement impressionné par Mitterrand qui montre une bien meilleure compréhension envers l'OTAN et les Américains que Giscard". Conscients que la menace la plus terrible provient de la logique régissant le système des deux blocs, ceux qui ne veulent être "ni rouges, ni rayés rouge et blanc, ni morts" ont décidément bien des raisons d'être inquiets. Et bien des raisons de manifester leur opposition à tout terrorisme nucléaire en général, comme aux euromissiles français en particulier. Sans plus attendre, certains d'entre eux se rassemblent, les 4 et 5 juin, à proximité des silos du plateau d'Albion.

Patrick BERTRAND



1914-1918

# ... ET ELLES SE MIRENT EN GRÈVE !



**1914.** C'est parti pour la "der des der". Guerre au défaitisme. Vive le "Poilu" ! Que vivent la "Madelon", l'infirmière, la pourvoyeuse pour maintenir le moral à l'arrière !

**1917.** C'est pas fini... Des grèves éclatent dans beaucoup d'entreprises, y compris dans l'armement, souvent à l'initiative des femmes. Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?

**A** OÛT 1914 : c'est l'Union Sacrée. Socialistes, syndicalistes, anarchistes, féministes se rallient à la guerre ou, au mieux, restent muets ou impuissants. La motion de Jaurès au congrès du parti de juillet 1914 préconisant la grève générale ouvrière est bel et bien enterrée. L'antimilitarisme de la CGT, déjà tempéré par les efforts de Jouhaux avant 1914, est relégué aux antiquités par la pratique de l'Union Sacrée et le ralliement aux positions majoritaires de Monatte et Merrheim qui, en août 1914 condamnent "l'insurrectionnalisme" des antimilitaristes. L'urgence est au combat contre l'impérialisme allemand. Les diverses associations féministes se prononcent pour la guerre : elles refuseront de participer au Congrès pacifiste des femmes à La Haye en 1915 car elles se défendent d'y "cotoyer des allemands". Le patriotisme n'a pas de sexe.

La mobilisation accélère la déconfiture du mouvement ouvrier qui s'installe dans une profonde léthargie en même temps que le pays s'enfoncé dans la guerre. Seules, quelques grèves locales viennent éclairer l'espoir de quelques poignées de militants contre la guerre. Si des signes de lassitude apparaissent au front, "l'arrière tient bon". Et pourtant...

### LES FEMMES AU TRAVAIL

**P**ENDANT la guerre, les femmes se retrouvent seules, sans ressources. Pendant que leurs maris, les poilus, servent de chair à canon, elles contri-

buent massivement à la production, broyées par une exploitation quasiment sans limites. L'usine ne leur est pas inconnue, mais elles touchent désormais à des postes de travail qui, jusque là, leur étaient inaccessibles.

Ce rôle de productrice ne leur est pas reconnu : nées pour servir, elles servent la France, la Patrie et elles se doivent de le faire avec toute l'abnégation dont on les a toujours rendues capables. C'est comme demi-portions qu'elles sont embauchées : leurs salaires correspondent à la moitié de ce que touchaient les hommes sur des postes équivalents. Ainsi, à Aubervilliers, dans une usine d'armement, elles ne gagnent que 50 centimes de l'heure alors que les hommes gagnaient 1,30 franc avant la guerre (1).

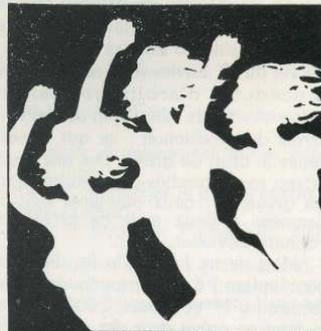
C'est aussi comme corvéables à merci ! Dès août 1914, le repos hebdomadaire est supprimé, les heures supplémentaires sont indéfiniment autorisées, l'interdiction du travail de nuit pour les femmes est levée.

C'est enfin comme cobayes ! La guerre est l'occasion rêvée de rationaliser le travail dans l'industrie. La productivité doit augmenter dans les usines d'armement pour alimenter une artillerie qui se fait dévoreuse. De plus, il est nécessaire de rendre le travail plus accessible aux femmes. En divisant techniquement la production, d'une part on crée des postes déqualifiés, mieux adaptés à la main-d'œuvre féminine puisqu'ils ne demandent pas de formation et, d'autre part, on augmente les cadences. Merci Mister Taylor ! Comment s'étonner alors

de la multiplication des accidents du travail notamment chez les femmes ? À chacun sa blessure de guerre !

Bien sûr, l'encadrement est très dur. Chez Citroën, on utilise des mutilés pour surveiller les femmes à l'extérieur car elles sont suspectes d'abuser des congés maladies ! Cette surveillance est particulièrement forte dans les usines d'armement. Jean Bron (2) rapporte que chez Peugeot, à Sochaux, 14 "informateurs" surveillent en permanence 1879 ouvrières et ouvriers.

À tout cela, s'ajoute pour nombre d'entre elles, le déracinement dû au transfert d'usines du Nord et de l'Est dans le centre de la France. Des baraquements, abritant dortoirs, réfectoires... et crèches, sont construits près des usines. Mais qu'elles pensent donc à leurs hommes dans les tranchées ! Tout est d'ailleurs prévu pour leur "faciliter" l'accomplissement de leur voca-



tion suprême : des salles d'allaitement doivent être aménagées dans les entreprises employant plus de 100 ouvrières. Comment ne pas comprendre qu'elles aient répugné à s'y rendre ?

C'est la surexploitation d'une main-d'œuvre mise au pied du mur et au pied de guerre, dépourvue de toute tradition de lutte collective, exclue du domaine politique et victime d'une idéologie réactionnaire, reprise, avec des nuances certes, par l'ensemble du corps social. Ajoutons à cela la déconfiture du mouvement ouvrier, et la diffusion de l'idéologie patriotarde, et nous comprenons que pendant les années 14-15-16, seules quelques grèves secouent cet arrière, support indispensable du front. On dénombre 9344 grévistes seulement en 1915, 41909 en 1916 (3). Le feu couve...

1917 : MIDINETTES,  
"MUNITIONNETTES" (!)...  
LES FEMMES EXPLOSENT

L'hiver 1916-1917 est particulièrement rigoureux. L'arrière, si précautionneusement ménagé, commence à ressentir les effets de la guerre. De cette guerre qui n'en finit plus... Quoique édulcorées, les nouvelles du front sont mauvaises. Les salaires stagnent, les prix flambent, les profits de guerre s'entassent. C'en est trop ! Trois vagues de grèves successives vont sortir la classe ouvrière de sa léthargie : les femmes y jouent un rôle déterminant (grèves aux 3/4 féminines) (4).

**Janviers-mars 1917.** 100 000 grévistes dans la région parisienne, 300 000 en province. Les grèves éclatent dans la couture pour des augmentations de salaires : les profits juteux des dernières années facilitent des compromis rapides. Mais plus grave, le mouvement touche les industries de guerre. Ainsi à Toulouse, le 17 janvier, 4 000 ouvrières de la Poudrerie se mettent en grève. C'est intolérable pour le gouvernement ! Albert Thomas, "ministre des munitions", "plus ministre que socialiste" s'adresse aux grévistes. A ces ouvrières de l'usine Schneider d'Honfleur il déclare : "*Brusquement, sans préavis et au mépris de toutes les règles, vous avez hier suspendu le travail... Avez-vous pensé à l'ennemi qui, lui, n'interrompt pas son labeur ? A vos frères, à vos maris, qui attendent avec impatience les moyens de défense que vous leur assurez ?*"... (5). Mais les discours ne sauraient suffire. En cas de conflit, un décret du 17 janvier rend obligatoire une procédure d'arbitrage paritaire patrons/ouvrières de façon à éviter les arrêts de production : ce qui remet en cause le droit de grève. Des menaces de prison sont brandies pour impressionner les grévistes : deux ouvrières sont condamnées à deux mois de prison chez Panhard-Levassor.

Mais ce ne fut pas la fin des grèves pour autant : à la Cartoucherie de Vincennes les 1<sup>er</sup> et 2 mars, 3 000 femmes se mettent en grève pour des augmentations



de salaires. Pendant cette période, l'essentiel des revendications porte sur ce point et plus spécifiquement, les femmes demandent un langage plus correct à leur égard et... "à travail égal, salaire égal". Mais, au printemps, la flambée des prix, l'échec de l'offensive Nivelle du Chemin des Dames, les échos assourdis de la révolution de février en Russie, la lassitude, rallument le brasier. Le 1<sup>er</sup> mai 1917, 4 000 personnes défilent à Paris avec une très forte participation de femmes. C'est reparti !

Mai-juin 1917. Le départ est donné par les "midinettes". Les salaires des couturières parisiennes ont diminué de 25 % par rapport à 1914, alors qu'ils étaient déjà fort bas. A tous ceux qui les prenaient pour des poules de luxe, elles allaient montrer qu'elles n'étaient pas tout en dentelles. Le 18 mai, aux 18 000 grévistes de la couture, s'ajoutent les employées des grands magasins (Printemps, Galeries Lafayette). Elles réunissent un meeting de 10 000 personnes à Paris (5). Le mouvement s'est très rapidement diffusé en province. Le 1<sup>er</sup> juin, à Toulouse, les ouvrières du Magasin central votent la grève contre l'avis de leur délégué syndical, entraînant ensuite tous les grands magasins. Le 13 juin, le mouvement s'arrête. Elles ont gagné sur l'essentiel de leurs revendications : indemnité de vie chère et semaine anglaise.

Mais le mouvement a touché d'autres corporations. Dès le 25 mai, les usines de guerre sont touchées. On y dénombre 42 000 grévistes en région parisienne, dont 30 000 femmes et 16 000 grévistes en province, dont 1 100 femmes (5). Le 13 juin, à Toulouse, les 5 000 ouvrières de la Poudrerie étaient toutes en grève, entraînant avec elles celles de la Cartoucherie. Des heurts très violents opposèrent "les folles de la Poudrerie" aux forces de l'ordre. Fin juin, le mouvement repart. Le ministre de la guerre accorde 30 % d'augmentation pour les ouvriers qualifiés mais rien pour les femmes et les manœuvres. *La réaction est immédiate* : 54 000 grévistes sont dénombrés dans les industries de guerre. De nombreux "ouvriers mobilisés" (sans droit de grève) s'y joignent. L'agitation se maintient tout l'été.

Pendant cette période les revendications portent essentiellement sur les salaires et les conditions de travail, avec notamment le refus du travail aux pièces. Le mot d'ordre "à travail égal, salaire égal", prend toute sa force. De plus, les grévistes se sont souvent jointes aux populations locales lors des incidents dans les gares, nombreux fin juin 1917. Les permissionnaires qui remontent au front manifestent leur opposition par des dégâts matériels, des slogans : "*A bas la guerre ! Vive la révolution !*". A Toulouse, 1 500 hommes mobilisés montent

la garde devant les usines de guerre et les gares. L'opposition à la guerre commence à s'exprimer, mais il faudra attendre les grèves de 1918 pour qu'elle rejoigne les revendications strictement économiques. Il est à noter que la concomitance des événements de mai-juin et des mutineries dans l'armée ne signifie pas qu'il y ait eu un lien entre ces deux mouvements.

### LE LONG CHEMIN DES FOURNEAUX A LA LUTTE

**N**OUS l'avons indiqué, les revendications de type corporatiste dominent le mouvement. Le plus souvent, le travail reprend aussitôt les revendications satisfaites. Les rares tentatives de liaison entre l'action économique et l'action politique ont échoué. Le mouvement n'était pas globalement empreint de pacifisme en 1917, et encore moins de défaitisme révolutionnaire. Malgré tout, que certaines circonstances soient plus fortes que la défense du pays, dans la détermination à l'action en temps de guerre, témoigne d'un recul de l'élan patriotique. Comment un mouvement d'une telle ampleur est-il resté sur des objectifs aussi limités ?

Socialistes et syndicalistes sont plus patriotes qu'internationalistes, de façon générale : toute manifestation ou grève peut être assimilée à du défaitisme et pourquoi pas... à de la connivence avec l'ennemi. Quand ils n'ont pu empêcher ces mouvements, ils se sont employés à les cantonner sur le terrain strictement économique. Ces événements n'ont jamais été coordonnés et ont été, de ce fait, juxtaposés, enfermés chacun dans leur corporatisme. L'expression des minorités pacifistes et internationalistes ne pouvait se réaliser que de façon très marginale, tant la censure était dure. La culture patriotique, l'exaltation du mouvement national ont été des remparts très efficaces.

La très forte participation des femmes nous invite à mener une analyse plus spécifique. Toute manifestation de femmes les projette sur la scène publique. Elles sortent, de façon indue et impudique, de l'intérieur du foyer ; elles abandonnent les lamentations de mères, épouses, sœurs, pour s'extérioriser et laisser tomber l'action patiente et silencieuse à laquelle elles sont vouées. C'est un outrage, tellement violent, qu'elles eurent elles-mêmes beaucoup de mal à agir hors du climat de dévouement et de sentimentalité dans lequel elles se trouvaient enfermées. Citons cette phrase de Péricat, membre du Comité de défense syndicaliste (minorité pacifiste et défaitiste de la CGT) : "Vous qui êtes la douceur, la tendresse, l'amour et la compassion, aidez-nous à lutter contre l'horreur qui submerge le monde" (Le Libéraire, juin 1917). Et ceux là avaient encore pour mérite de chercher à inclure les femmes dans la propagande pacifiste !

Les femmes connaissaient plus la lutte pour le pain quotidien que la lutte des classes. La vie au foyer est une excellente école de ce point de vue là : le domaine

politique, qui lui n'est pas immédiatement palpable, est du ressort des hommes. Elles sont même suspectées sur le terrain de la lutte de classes : la femme représente la tradition, la continuité (elle donne la vie !...), le garde-fou élevé près du précipice. Combien de fois, ces arguments ont-ils été employés, même par les plus révolutionnaires des syndicalistes de l'époque, pour s'opposer au travail des femmes et à leur syndicalisation ! Et il est un fait que les femmes, en 1914, étaient peu syndiquées : 25 000 membres en 1912 (6). A la CGT, elles paient des cotisations plus faibles que les hommes, ce qui en fait des militantes de seconde zone. Elles sont, avant-guerre, très nombreuses à travailler dans des petits ateliers où fleurissent les syndicats "mixtes" (patronnes-ouvrières). Ce ne sont pas des lieux propices à l'apprentissage de l'action politique !

Enfin, les organisations féministes se sont ralliées à la guerre. A la veille de 1914, le mouvement essentiellement composé de la petite bourgeoisie, devient majoritairement suffragiste et se coupe de la classe ouvrière. A l'initiative de Marguerite Durand sont créés des syndicats féministes qui fonctionnent de façon très paternaliste, comme des "œuvres" (6) : le travail des ouvrières mariées est conçu comme une calamité qui s'ajoute aux misères du monde ouvrier et qu'il faut soulager. Le travail n'est généralement pas saisi comme formateur. Sombre tableau pour ces femmes jetées à la production !



**LA "MADELON" A L'USINE**

- Avant-guerre, les femmes constituent 32 % de la population active totale et 40 % en juillet 1917, soit une augmentation de 25 %.
- Elles ont tout fait :
  - leur emploi est multiplié par 18 dans la métallurgie lourde et métaux ordinaires ;
  - il est multiplié par 7 dans la manutention et le transport ;
  - elles sont 60 % du personnel chez Citroën (obus) et 61 % chez Renault.
- En 1918, sur 1,6 million de travailleurs des usines d'armement, on trouve 430 000 femmes.

Ce sont les conditions de vie très difficiles et la surexploitation dont elles sont victimes qui poussent les femmes à l'action. La guerre a bouleversé leur situation de deux points de vue. Tout d'abord, elles ne sont plus "des salaires d'appoint". Ce n'est plus "l'homme qui doit nourrir la femme", comme le déclarait encore la résolution finale du Congrès de la CGT de 1898. D'autre part, elles ne travaillent plus seulement dans de petits ateliers, mais elles se retrouvent dans de grandes usines où elles peuvent faire l'apprentissage de l'action collective.

Enfin, si elles furent à l'initiative de nombreuses grèves, c'est aussi du fait de la faiblesse de leur encadrement politique et syndical. Les "règles" dont parlait Albert Thomas, elles ne les connaissent pas ! Cette donnée rendit aussi le mouvement sporadique, sans lendemain, sans objectif politique.

Il faudra attendre 1918 pour que les grèves prennent une tournure plus pacifiste. Elles iront à une impasse car, comment être révolutionnaire ? Autant de questions qui se heurtent à la barrière du sentiment national, et pour les femmes à la barrière du domaine politique.

Même si elles furent renvoyées en masse aux fourneaux après la guerre, des pas irréversibles avaient été franchis. La revendication "à travail égal, salaire égal" a depuis fait son chemin. Désormais, leur "incapacité naturelle" au travail salarié ne saurait être suffisante pour les maintenir dans une fonction de reproductrice.

**Geneviève AZAM**

(1) — "Le Peuple Français", juillet/septembre 1979.

(2) — "Histoire du mouvement ouvrier français", Jean Bron.

(3) — "Les Français dans la grande guerre", J.-J. Becker (Laffont).

(4) — "Pas d'histoire les femmes", H. Bouchardeau.

(5) — "Le Peuple Français", avril/juin 1980.

(6) — "Féminisme et syndicalisme en France", Marie-Hélène Zylberberg-Hocquart (Anthropos).

## CASE LIBRE

Une page blanche  
offerte en toute liberté  
à un mouvement.

# CONTRE L'ORDRE PEUGEOT

## Appel au Comité de Soutien à James Schenkel

**J**AMES Schenkel, ouvrier à Peugeot-Sochaux depuis 1956, est licencié le 13 juillet 1979. Le motif, plutôt le prétexte : des "menaces de mort" envers un chef d'équipe. Prétexte pour se débarrasser d'un ouvrier qui n'accepte pas "l'ordre Peugeot". Ouvrier qui militait et luttait bien avant mai 68, mais pour qui ce mois de mai, dans les rêves et les espérances qu'il suscita, montra le caractère féroce de l'exploitation et de l'oppression de la "Dynastie Peugeot", montra que la classe ouvrière unie et mobilisée pouvait beaucoup.

La répression à Peugeot est connue et constante. Mais combien d'ouvriers, de militants abandonnent, découragés, éccourés. Le cas le plus accablant fut le suicide de Philippe Marchau, militant et délégué du personnel.

James Schenkel essaye de tenir, de faire valoir ses droits. Alors, depuis trois ans, protestations politiques et syndicales, mais surtout procès en cascade.

Le 15 décembre 1981, le Tribunal Civil de Belfort condamnait Louis Souvet, sénateur-maire d'Exincourt, qui occupait à l'époque la fonction de chef du personnel de mécanique, à 2 000 F de dommages et intérêts pour diffamation envers James Schenkel. Louis Souvet avait affirmé, dans un journal local, que Schenkel avait proféré des "menaces de mort" envers un chef d'équipe.

Le 26 avril 1982, le Conseil des Prud'hommes déclarait la procédure de licenciement irrégulière, proposait la réintégration ou le versement d'environ 160 000 F à Schenkel, et condamnait Peugeot aux dépens. Mais le 11 janvier 1983, la Chambre Sociale de la Cour d'Appel de Besançon condamnait James Schenkel aux dépens et déclarait le licenciement justifié pour faute grave.

"Faute grave", alors que 33 témoignages affirment le contraire et que le chef d'équipe lui-même déclare n'avoir été ni menacé, ni menacé de mort. Que les seuls faits, sont une altercation entre le chef d'équipe et James Schenkel : ils travaillaient



ensemble depuis quinze ans, et ce jour-là, ils s'engueulèrent. Même pas de quoi en faire une "affaire".

Ce jugement de la Cour d'Appel nous étonne et nous scandalise. La justice doit juger des faits et "établir la vérité". La Cour d'Appel a rendu le 11 janvier, un jugement politique. Il y a quelques années, plusieurs organisations l'avaient dénoncée comme une des Cours d'Appel les plus réactionnaires de France. On s'étonne aussi qu'une Cour d'Appel puisse infirmer la décision d'un Conseil des Prud'hommes. Où sont les droits nouveaux des travailleurs ?

Peugeot, décidément, s'en sort bien depuis le 10 mai. Plus question de prise de participation de l'Etat dans le capital de l'entreprise, ni bien sûr de nationalisation. Plus question non plus, de Commission parlementaire d'enquête sur la répression à Peugeot, comme l'avait proposé le Parti Socialiste avant le 10 mai. Si James Schenkel, un ouvrier qui essaye de faire valoir ses droits, perd ; où est le changement ?

Schenkel, contestant ce jugement de la Cour d'Appel, se pourvoira en

Cassation. Mais, pour gagner, il a besoin d'aide, de soutien. D'aide pour continuer à lutter et pour continuer son pourvoi en cassation (ça coûte cher). Schenkel vient d'être pendant 5 mois en maladie pour dépression, fatigué, usé par son combat. Son dernier salaire est de 1 700 F, alors qu'il doit payer son avocat, rembourser 2 mois de préavis à Peugeot (suite décision de la Cour d'Appel), plus les frais de justice. Environ 10 000 F à sortir, pour un ouvrier, marié, père de trois enfants.

De soutien, car si James Schenkel perd, c'est la classe ouvrière qui perdra beaucoup ; et s'il gagne, ce sera une petite victoire, une petite revanche de tous les exploités, contre le trust, contre la pieuvre qui a bouffé tant de vies.

Merci d'avance de votre aide et de votre soutien.

### COMITES DE SOUTIEN :

- CRICO, BP 32 - 76001 Rouen Cedex
- Antoine Petrowski, 33, rue Charles-Lallemand, 25400 Audincourt
- Association NECTAR, 2, rue Dauphin, 90000 Belfort
- James Schenkel, 50 faubourg d'Alsace, 90200 Giromagny

# sommaire

## HEXAGONE

- 5. **Fachos** : la parade l'extrême droite
- 7. **Ravalement de statut** : L'objection prise en otage

## ARGUMENTS

- 10. **Vendée** : La droite à l'assaut du pays
- 12. **Théâtre-action** : Dario Fo jongleur des exploités

## SANS FRONTIÈRES

- 25. **Pologne** : Le retour du printemps
- 27. **Argentine** : Le chantage des militaires
- 28. **Chili** : Le souffle de la révolte
- 29. **Subtilités** : Les bras armés de l'Oncle Sam



## CASE LIBRE

- 35. **James Schenkel** : Contre l'ordre Peugeot

## REPÈRES

- 14. **Afrique du Sud** : Prétoria raciste ! Prétoria boycott !
- 15. **Apartheid** : Au royaume de l'oppression
- 17. **Boycott** : L'hypocrisie de la France
- 20. **Syndicats** : Quand les ouvriers noirs se lèveront
- 22. **Intervention** : Le gendarme sud-africain



## NOTRE MÉMOIRE

- 31. **Femmes** : 1914-1917, et elles se mirent en grève

## CHRONIQUES

### BOITE POSTALE

- 2. Parlez-moi de nous

### EN MARGE

- 9. Luites présentes et à venir

### KIOSQUE

- 13. Il pleut des livres

### VUE ET REVUES

- 24. Feuilles en mouvement

### AGORA S'AFFICHE

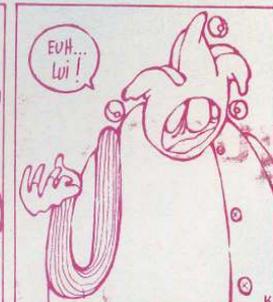
- 18. Aujourd'hui la colère, demain la liberté !

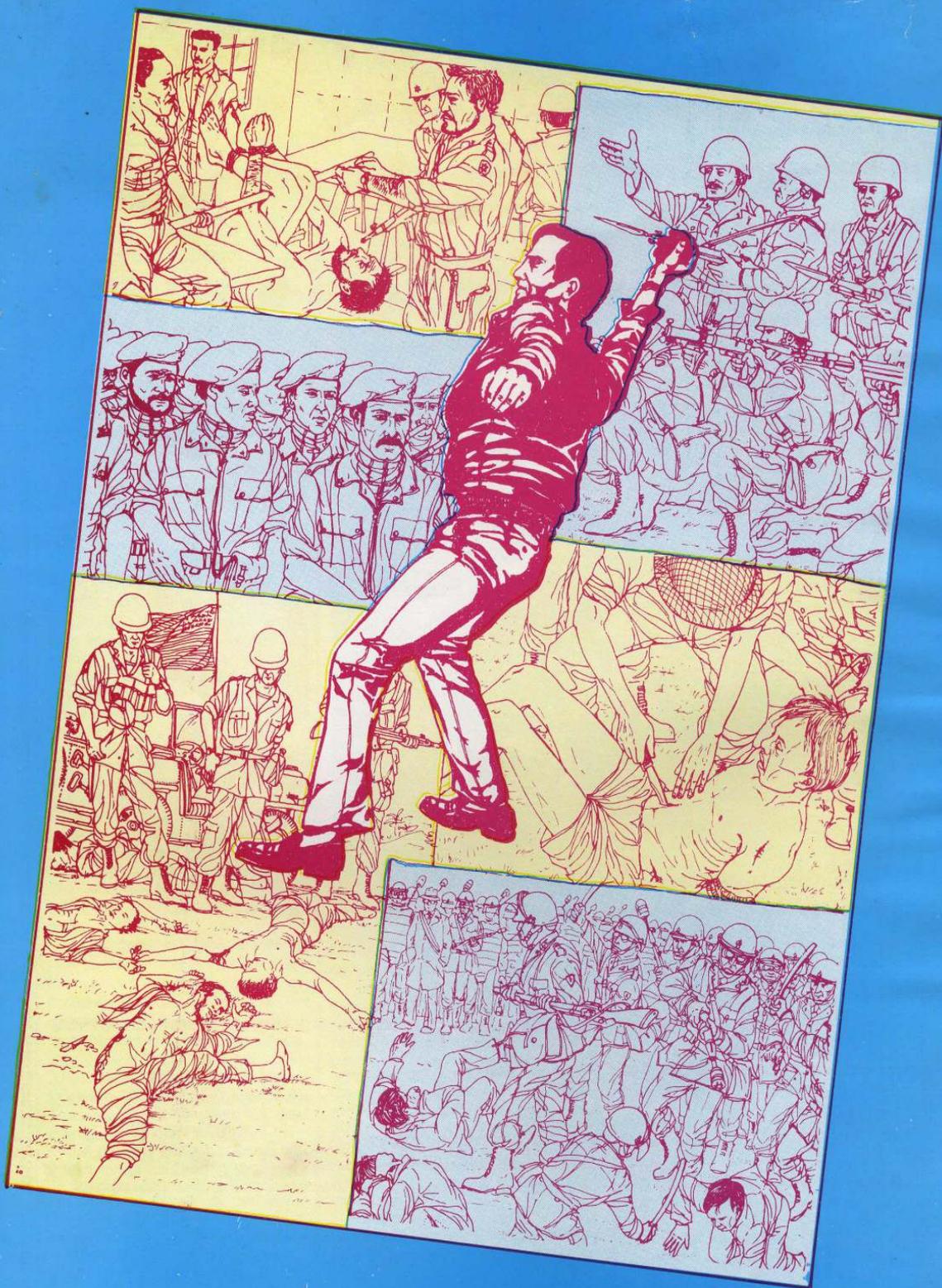
### MEGAPHONE

- 34. Faut tout vous dire

Le prochain AGORA paraîtra début octobre.

## LA ZIZIC...





**quand la révolte devient  
une solution raisonnable!**